Gazzetta Ufficiale
DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1910 — **ROMA — Venerdì, 6 maggio** — **Numero 106**

DIREZIONE
Via Larga nel Palazzo Baleani

Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi

AMMINISTRAZIONE
Via Larga nel Palazzo Baleani

Abbonamenti

	anno	semestre	trimestre
In Roma, presso l'Amministrazione	L. 32	L. 17	L. 9
» a domicilio e nel Regno	» 36	» 19	» 10
Per gli Stati dell'Unione postale	» 80	» 41	» 22

Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta*.

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent ***10*** *— nel Regno cent* ***15*** *— arretrato in Roma cent* ***20*** *— nel Regno cent.* ***30*** *— all'Estero cent.* ***35***
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il numero **191** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Vista la legge 16 agosto 1906, n. 475, colla quale veniva autorizzato il Governo del Re a dare esecuzione alla Convenzione del 7 giugno 1905 per la creazione di un Istituto internazionale di agricoltura avente sede in Roma;

Considerato che la legge fu pubblicata nella *Gazzetta ufficiale* del 4 settembre 1906, n. 207, ma non fu contemporaneamente pubblicata la Convenzione cui essa legge si riferiva;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per gli affari esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

È autorizzata la pubblicazione della qui unita Convenzione del 7 giugno 1905 per la creazione, in Roma, d'un Istituto internazionale di agricoltura.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 aprile 1910.

VITTORIO EMANUELE.

DI SAN GIULIANO.

Visto, *Il guardasigilli*: FANI.

CONVENTION.

Dans une série de réunions tenues, à Rome, du 29 mai au 6 juin 1905, les délégués des Puissances intervenues à la Conférence pour la création d'un Institut international d'agriculture ayant arrêté le texte d'une Convention avec la date fixe du 7 juin 1905, et ce texte ayant été soumis à l'approbation des Gouvernements qui ont pris part à ladite Conférence, les soussignés, munis de pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus, au nom de leurs Gouvernements respectifs, de ce qui suit:

Art. 1.

Il est créé un Institut international permanent d'agriculture, ayant son siège à Rome.

Art. 2.

L'Institut international d'agriculture doit être une institution d'Etat, dans laquelle chaque Puissance adhérente sera représentée par des délégués de son choix.

L'Institut sera composé d'une Assemblée générale et d'un Comité permanent, dont la composition et les attributions sont définies dans les articles suivants.

Art. 3.

L'Assemblée générale de l'Institut sera composée des représentations des Etats adhérents. Chaque Etat, quel que soit le nombre de ses délégués, aura dans l'Assemblée droit à un nombre de voix qui sera déterminé par le groupe auquel il appartient, et dont il sera fait mention à l'article 10.

Art. 4.

L'Assemblée générale élit dans son sein pour chaque session un Président ed deux Vice-Présidents.

Les sessions auront lieu à des dates fixées par la dernière Assemblée générale et sur un programme proposé par le Comité permanent et adopté par les Gouvernements edhérents.

Art. 5.

L'Assemblée générale a la haute direction de l'Institut international d'agriculture.

Elle approuve les projets préparés par le Comité permanent relatifs à l'organisation et au fonctionnement intérieur de l'Institut. Elle arrête le chiffre total des dépenses, contrôle et approuve les comptes.

Elle présente à l'approbation des Gouvernements adhérents les modifications de toute nature entraînant une augmentation de dépense ou une extension des attributions de l'Institut. Elle fixe la date de la tenue des sessions. Elle fait son règlement.

La présence aux Assemblées générales de délégues représentant deux tiers des voix des Etats adhérents sera requise pour la validité des délibérations.

Art. 6.

Le pouvoir exécutif de l'Institut est confié au Comité permanent, qui, sous la direction et le contrôle de l'Assemblée générale, en exécute les délibérations et prépare les propositions à lui soumettre.

Art. 7.

Le Comité permanent se compose de membres désignés par les Gouvernements respectifs. Chaque État adhérent sera représenté dans le Comité permanent par un membre. Toutefois la représentation d'un État peut être confiée à un délégué d'un autre État adhérent, à la condition que le nombre effectif des membres ne soit pas inférieur à quinze.

Les conditions de vote dans le Comité permanent sont les mêmes que celles indiquées à l'article 3 pour les Assemblées générales.

Art. 8.

Le Comité permanent élit parmi ses membres, pour une période de trois ans, un Président et un Vice-Président qui sont rééligibles. Il fait son règlement intérieur; vote le budget de l'Institut, dans les limites des crédits mis à sa disposition par l'Assemblée générale; nomme et révoque les fonctionnaires et les employés de son bureau.

Le Secrétaire-général du Comité permanent remplit les fonctions de Secrétaire de l'Assemblée.

Art. 9.

L'Institut, bornant son action dans le domaine international, devra:

a) concentrer, étudier et publier dans les plus bref délai possible les renseignements statistiques, techniques ou économiques concernant la culture, les productions tant animale que végétale, le commerce des produits agricoles et les prix pratiques sur les différents marchés;

b) communiquer aux intéressés, dans les mêmes conditions de rapidité, tous les renseignements dont il vient d'être parlé;

c) indiquer les salaires de la main-d'oeuvre rurale:

d) faire connaître les nouvelles maladies des végétaux qui viendraient à paraître sur un point quelconque du globe, avec l'indication des territoires atteints, la marche de la maladie et, s'il est possible, les remèdes efficaces pour les combattre;

e) étudier les questions cocernant la coopération, l'assurance et le crédit agricoles, sous toutes leurs formes, rassembler et publier les informations qui pourraient être utiles dans les différents pays à l'organisation d'oeuvres de coopération, d'assurance et de crédit agricoles;

f) présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des Gouvernements des mesures pour la protection des intérêts communs aux agriculteurs et pour l'amélioration de leurs conditions, après s'être préalablement entouré de tous les moyens d'information nécessaires, tels que voeux exprimés par les Congrès internationaux ou autres Congrès agricoles et de sciences appliquées à l'agriculture, Sociétés agricoles, Académies, Corps savants, etc.

Toutes les questions qui touchent les intérêts économiques, la législation et l'administration d'un Etat particulier devront être exclues de la compétence de l'Institut.

Art. 10.

Les Etats adhérents à l'Institut seront classés en cinq groupes selon la place que chacun d'eux croit devoir s'attribuer.

Le nombre des voix dont chaque Etat dispose et le nombre des unités de cotisation seront établis selon les deux progressions suivantes:

Groupes d'Etat	Nombres de voix	Unités de cotisation
I	5	16
II	4	8
III	3	4
IV	2	2
V	1	1

En tout cas la contribution correspondant à chaque unité de cotisation ne pourra jamais dépasser la somme de 2500 francs au maximum.

A titre transitoire la cotisation pour les deux premières années ne pourra dépasser la somme de 1500 francs par unité.

Les colonies, sur la demande de l'Etat dont elles dépendent, pourront être admises à faire partie de l'Institut au mêmes conditions que les Etats indépendants.

Art. 11.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible moyennant dépôt auprès du Gouvernement italien.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, le sept juin mil-neuf-cent-cinq, en un seul exemplaire, déposé au Ministère des Affaires Etrangères d'Italie, dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Etats contractants.

(L. S.) *Pour l'Italie*:
Tittoni.

(L. S.) *Pour le Montènegro*:
General Mitar Martinovich.

(L. S.) *Pour la Russie*:
Kroupensky.

(L. S.) *Pour la République Argentine*:
Bald.° M. Fonseca.

(L. S.) *Pour la Roumanie*:
Nicolas Fleva.

(L. S.) *Pour la Serbie*:
M. Milovanovitch.

(L. S.) *Pour la Belgique*:
L. Verhaeghe de Naeyer.

(L. S.) *Pour le Salvador*:
J. Gustavo Guerrero.

(L. S.) *Pour le Portugal*:
M. de Carvalho e Vasconcellos.

(L. S.) *Pour les Etats-Unis Mexicains*:
G. A. Esteva.

(L. S.) *Pour le Luxembourg*:
L. Verhaeghe de Naeyer.

(L. S.) *Pour la Confédération suisse*:
J. B. Pioda.

(L. S.) *Pour la Perse:*
N. Malcolm.
(L. S.) *Pour le Japon:*
T. Ohyama.
(L. S.) *Pour l'Equateur:*
J. T. Mera.
(L. S.) *Pour la Bulgarie:*
D. Mintchovitch.
(L. S.) *Pour le Danemark:*
C.te Moltke.
(L. S.) *Pour l'Espagne:*
Duc de Arcos.
(L. S.) *Pour la France:*
Camille Barrère.
(L. S.) *Pour la Suède:*
Bildt.
(L. S.) *Pour les Pays-Bas:*
Jonkheer van der Goes.
(L. S.) *Pour la Grèce:*
Christ. Mizzopoulos.
(L. S.) *Pour l'Uruguay:*
Jean Cuestas.
(L. S.) *Pour l'Allemagne:*
A. Monts.
(L. S.) *Pour Cuba:*
Carlos de Pedroso.
(L. S.) *Pour l'Autriche et pour la Hongrie:*
H. Lützow, ambassadeur d'Autriche-Hongrie.

(L. S.) *Pour la Norvège:*
Carl Lövenskiold.
(L. S.) *Pour l'Egypte:*
Aziz Izzet.
(L. S.) *Pour la Grande Bretagne et Irlande:*
Edwin H. Egerton.
(L. S.) *Pour le Guatemala:*
Thomas Segarini.
(L. S.) *Pour l'Ethiopie:*
Giuseppe Cuboni.
(L. S.) *Pour le Nicaragua:*
Jean Giordano duc de Oratino.
(L. S.) *Pour les Etats-Unis d'Amérique:*
Henry White.
(L. S.) *Pour le Brésil:*
Barros Moreira.
(L. S.) *Pour Costa-Rica:*
Rafael Montealegre.
(L. S.) *Pour le Chili:*
Victor Grez.
(L. S.) *Pour le Pérou:*
Andrés A. Caceres.
(L. S.) *Pour la Chine:*
Houang Kao.
(L. S.) *Pour le Paraguay:*
F. S. Benucci.
(L. S.) *Pour la Turquie:*
M. Réchid.

Institut international d'agriculture

PROCÈS-VERBAL.

L'article 11 de la Convention du 7 juin 1905 relative à la création, à Rome, d'un Institut international permanent d'agriculture portant que les ratifications de cette Convention seront échangées moyennant dépôt auprès du Gouvernement italien, le présent procès-verbal a été ouvert, à cet effet, auprès du Ministère royal des affaires étrangères d'Italie, ce jourd'hui, 3 juillet 1906.

Ce même jour, 3 juillet 1906, la ratification du Conseil fédéral de la Confédération suisse a été déposée, avec la déclaration que la Suisse demande à être classée, parmi les Etats adhérents, dans le groupe IV (art. 10 de la Convention).

J. B. PIODA (*L. S.*).

Ont été successivement présentées au dépôt:

Le 19 juillet 1906, la ratification de Sa Majesté le Roi d'Italie, avec la déclaration que l'Italie demande à être classée dans le groupe I.

TITTONI (*L. S.*).

Le 13 août 1906, la ratification du Président des Etats-Unis d'Amérique, avec la déclaration que les Etats-Unis d'Amérique demandent à être classés dans le groupe I.

HENRY WHITE (*L. S.*).

Le 1er septembre 1906, la ratification (sous la forme d'une lettre impériale) de Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie, avec la déclaration que l'Ethiopie domande à être classée dans le groupe V.

GIUSEPPE CUBONI (*L. S.*).

Le 27 octobre 1906, la ratification de Sa Majesté le Roi de Suède, avec la déclaration que la Suède demande à être classée dans le groupe IV.

BILDT (*L. S.*).

Le 10 novembre 1906, la ratification du Président de la République Française, avec la déclaration que la France demande à être classée dans le groupe I.

CAMILLE BARRÈRE (*L. S.*).

Le 12 novembre 1906, la ratification du Président de la République Argentine, avec la déclaration que l'Argentine demande à être classée dans le groupe I.

ENRIQUE MORENO (*L. S.*).

Le 17 novembre 1906, la ratification de Sa Majesté le Roi de Danemark, avec la déclaration que le Danemark demande à être classé dans le groupe IV.

E. MOLTKE (*L. S.*).

Le 14 décembre 1906, la ratification du Général Eloy Alfaro, chargé du Commandement suprême de la République de l'Equateur, avec la déclaration que l'Equateur demande à être classé dans le groupe V.

AGOSTINO NORERO (*L. S.*).

Le 9 février 1907, la ratification du Président de la République de Costa-Rica, avec la déclaration que le Costa-Rica demande à être classé dans le groupe V.

RAFAEL MONTEALEGRE (*L. S.*).

Le 8 mai 1907, la ratification de Sa Majesté le Roi de Grande Bretagne et Irlande, avec la déclaration que le Royaume-Uni demande à être classé dans le groupe I.

EDWIN H. EGERTON (*L. S.*).

Le 20 mai 1907, la ratification de Son Altesse le Khédive d'Egypte, avec la déclaration que l'Egypte demande à être classé dans le groupe II.

D. ZEPPA (*L. S.*).

Le 6 juin 1907, la ratification de Sa Majesté l'Empereur du Japon, avec la déclaration que le Japon demande à être classé dans le groupe I.

TAKAHIRA (*L. S.*).

Le 5 juillet 1907, la ratification du président de la Republique du Pérou, avec la déclaration que le Pérou demande à être classé dans le groupe V.

WENCESLAO MELENDEZ (*L. S.*).

Le 6 juillet 1907, la ratification de Sa Majesté le Roi d'Espagne, avec la déclaration que l'Espagne demande à être classée dans le groupe I.

J. PÉREZ CABALLERO (*L. S.*).

Le 18 juillet 1907, la ratification de Sa Majeste le Roi de Roumanie, avec la déclaration que la Roumanie demande à être classée dans le groupe I.

FILALITY (*L. S.*).

Le 11 septembre 1907, la ratification de l'honorable Gouverneur de la République de Cuba, sous l'administration provisoire des Etats-Unis d'Amérique, avec la déclaration que Cuba demande à être classée dans le groupe V.

Dr CARLOS DE PEDROSO (*L. S.*).

Le 2 octobre 1907, la ratification du Président des Etats-Unis Mexicains, avec la déclaraiton que le Mexique demande à être classé dans le groupe II.

E. A. ESTEVA Y CUEVAS (*L. S.*).

Le 9 octobre 1907, la ratification de Sa Majesté le Roi de Norvège, avec la déclaration que la Norvège demande à être classée dans le groupe IV.

V. DITTEN (*L. S.*).

Le 12 octobre 1907, la ratification de Sa Majesté le Roi des Belges, avec la déclaration que la Belgique demande à être classée dans le groupe IV.

LÉON MASKENS (*L. S.*).

Le 18 octobre 1907, la ratification de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, avec la déclaration que le Luxembourg demande à être classé dans le groupe V.

H. DE WEEDE (*L. S.*).

Le 31 décembre 1907, la ratification de Sa Majesté le Roi de Portugal, avec la déclaration que le Portugal demande à être classé dans le groupe IV.

M. DE CARVALHO E VASCONCELLOS (*L. S.*).

Le 4 janvier 1908, la ratification de Sa Majesté l'Empereur de Chine, avec la déclaration que la Chine demande à être classée dans le groupe I.

HOUANG KAO (*L. S.*).

Le 22 janvier 1908, la ratification de Sa Majesté l'Empereur de Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie, avec la déclaration que l'Autriche demande à être classée dans le groupe II et que la Hongrie demande à être classée également dans le groupe II.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie, l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie.

H. LUTZOW (*L. S.*).

Le 5 février 1908, la ratification de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, avec la déclaration que les Pays-Bas demandent à être classés dans le groupe IV.

H. DE WEEDE (*L. S.*).

Le 25 février 1908, la ratification de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse etc., avec la déclaration que l'Allemagne demande à être classée dans le groupe I.

MONTS (*L. S.*).

Le 7 mai 1908, la ratification de Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie, avec la déclaration que la Bulgarie demande è être classée dans le groupe III.

D. MINTCHOVITCH (*L. S.*).

Le 12 mai 1908, la ratification de Sa Majesté Impériale le Chah de Perse, avec la déclaration que la Perse demande à être classée dans le groupe II.

N. MALCOM (*L. S.*).

Le 13 mai 1908, la ratification de Son Altesse Royale le Prince du Monténégro, avec la déclaration que le Montenégro domande à être classé dans le groupe V.

EUGÈNE POPOVITCH (*L. S.*).

Le 19 mai, la ratification de Sa Majsté le Roi de Grèce, avec la déclaration que la Grèce demande à être classée dans le groupe IV.

CHRISTOS H. MIZZOPOULOS (*L. S.*).

Le 23 mai, la ratification de Sa Majesté l'Empereur de Russie, avec la déclaration que la Russie demande à être classée dans le groupe I.

Baron KORFF (*L. S.*).

Le 26 août 1908, la ratification du Président de la République de Nicaragua, avec la déclaration que le Nicaragua demande à être classé dans le groupe V.

VITTORIO EMANUELE BIANCHI (*L. S.*).

Le 29 septembre 1908, la déclaration du Président constitutionnel de la République du Salvador, avec la déclaration que le Salvador demande à être classé dans le groupe V.

ANT. BALLO (*L. S.*).

Le 5 novembre 1908, la ratification du Président de la République Orientale de l'Uruguay, avec la déclaration que l'Uruguay demande à être classé dans le groupe V.

ED.e ACEVEDO DIAZ (*L. S.*).

Le 9 novembre 1908, la ratification du Président des Etats-Unis du Brésil, avec la déclaration que le Brésil demande à être classé dans le groupe I.

ALBERTO FIALHO (*L. S.*).

Le 15 novembre 1909, la ratification du Président de la République du Chile, avec la déclaration que le Chile demande a être classe dans le groupe I.

SANTIAGO ALDUNATE (*L. S.*).

Le 29 novembre 1909, la ratification de Sa Majesté le Roi de Serbie, avec la déclaration que la Serbie demande à être classée dans le groupe III.

MICHEL VOUITCH (*L. S.*).

Le 17 janvier 1910, la ratification de Sa Majesté Impériale le Sultan, avec la déclaration que l'Empire Ottoman demande à être classé dans le groupe I.

SEIFEDDIN (*L. S.*).

Considérant que tous les Etats signataires de la Convention ont ainsi déposé leurs ratifications, excepté la République du Guatemala et la République du Paraguay;

Considérant que, par une décision des Etats dont les ratifications ont été déposées, les autres Etats signataires ont été autorisés à deposer leurs ratifications même après la clôture du procès-verbal y relatif, tout en conservant leur qualité d'Etats contractants;

On a procédé aujourd'hui à la clôture du présent procès-verbal avec réserve pour le Guatemala et le Paraguay de la faculté de déposer ultérieurement leurs ratifications dans les conditions susmentionnées.

Rome, le 14 mars 1910.

Le ministre des affaires étrangères d'Italie
GUICCIARDINI.

La raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene in sunto il seguente R. decreto:

Sulla proposta del ministro d'agricoltura, industria e commercio:

N. CXL (Dato a Roma, il 17 aprile 1910), col quale si approva lo statuto del Monte di pietà di Rieti.

MINISTERO DELLE POSTE E DEI TELEGRAFI

AVVISO.

Il giorno 3 maggio, in Vagli Sotto, provincia di Massa, è stato attivato al servizio pubblico un ufficio telegrafico di 3a classe con orario limitato di giorno.

Roma, il 3 maggio 1910.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Disposizione nel personale dipendente:

Con decreto Ministeriale del 30 aprile 1910:

Perris Guido, apprendista-distributore nella Biblioteca nazionale centrale di Firenze, è, in seguito a sua domanda, collocato in aspettativa per motivi di famiglia, dal 1° maggio 1910.

MINISTERO DELLA GUERRA

Disposizioni nel personale dipendente:

UFFICIALI IN SERVIZIO PERMANENTE.

Stato maggiore generale.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

Sapelli di Capriglio cav. Enrico, tenente generale comandante divisione militare Piacenza, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 1° maggio 1910.

Con R. decreto del 21 aprile 1910:

De Viry conte Giorgio, maggiore generale comandante brigata Verona, promosso tenente generale e nominato comandante divisione militare Piacenza dal 1° maggio 1910.

Mazzoli cav. Domenico, colonnello id. 11 bersaglieri, id. maggiore generale e nominato comandante brigata Verona dal 1° id.

Corpo di stato maggiore.

Con R. decreto del 17 aprile 1910:

Gualtieri cav. Nicola, maggiore 82 fanteria, trasferito nel corpo di stato maggiore.

Arma dei RR. carabinieri.

Con R. decreto del 24 febbraio 1910:

Arduin cav. Silvio, capitano legione Milano, collocato in posizione ausiliaria, per ragione di età, dal 15 marzo 1910.
Grande Nicola, id. id. Bari, id. id., id. id., dal 17 id.

Con R. decreto del 17 marzo 1910:

Grillenzoni Tullio, tenente legione Ancona, collocato in posizione ausiliaria, per ragione di età, dal 9 aprile 1910.

Con R. decreto del 20 marzo 1910:

Levrero Gio. Battista, capitano legione Napoli, collocato a disposizione Ministero affari esteri dal 19 marzo 1910.

Arma di fanteria.

Con R. decreto del 20 marzo 1910:

I seguenti ufficiali sono collocati a disposizione del Ministero degli affari esteri:
Rivalta Giulio, capitano 12 bersaglieri — Ribecchi Ettore, id. 22 fanteria — Trivisonno Giuseppe, tenente 2 bersaglieri — Molinero Giuseppe, id. 11 id.

Con R. decreto del 24 marzo 1910:

Forzani cav. Achille, tenente colonnello 36 fanteria, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 1° aprile 1910.

Con R. decreto del 31 marzo 1910:

Tani Adolfo, tenente a disposizione Ministero degli affari esteri, cessa di essere a disposizione dell'anzidetto Ministero, dal 6 aprile 1910.

Con R. decreto del 7 aprile 1910:

Agnese Leopoldo, tenente 31 fanteria, accettata la dimissione dal grado dal 7 aprile 1910.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

Moglia Leandro, capitano 53 fanteria — Marullo Alfredo, id. 84 id., collocati in aspettativa speciale.
Gnesi Giovanni, id. 22 id., collocato in aspettativa per sospensione dall'impiego.
Piva Luigi, tenente 56 id., id. id. per motivi di famiglia.

Con decreto Ministeriale del 25 aprile 1910:

Gallina cav. Guiscardo, maggiore 79 fanteria, trasferito R. corpo di truppe coloniali dell'Eritrea.

Arma di cavalleria.

Con R. decreto del 17 aprile 1910:

Marsaglia Pio, sottotenente reggimento cavalleggeri di Treviso, promosso tenente, con decorrenza dal 1° maggio 1910.
Velini Battista, capitano reggimento cavalleggeri di Caserta, collocato in aspettativa speciale.
Leitenitz Alberto, tenente, in aspettativa, richiamato in servizio dal 23 febbraio 1910.
D'Agata Ugo, id. reggimento cavalleggeri di Caserta, collocato in aspettativa per sospensione dall'impiego.
Ricolfi Antonio, sottotenente id. id. di Alessandria, id. id. per infermità temporarie provenienti dal servizio.

Con R. decreto del 28 aprile 1910:

Giriodi di Monastero Marcello, sottotenente in aspettativa, richiamato in servizio, dal 21 marzo 1910.

Arma di artiglieria.

Con R. decreto del 27 febbraio 1910:

Bignotti Luigi, tenente 5 artiglieria campagna, radiato dai ruoli degli ufficiali del R. esercito per effetto della sentenza della Corte di cassazione in data 12 novembre 1909, dal 13 novembre 1909.

Con R. decreto del 13 marzo 1910:

Pesce Mario, capitano in aspettativa per motivi di famiglia, ammesso, a datare dal 12 marzo 1910, a concorrere per occupare i due terzi degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del suo grado ed arma come gli ufficiali contemplati dall'art. 11 della legge 25 maggio 1852.

Con R. decreto del 31 marzo 1910:

Cavalli Gaetano, capitano a disposizione del Ministero della guerra, collocato a disposizione del Ministero degli affari esteri dal 18 marzo 1910.

Con R. decreto del 10 aprile 1910:

Cicogna Giovanni, sottotenente scuola applicazione artiglieria e genio, rettificato il cognome come appresso: Cicogna nobile patrizio veneto Giovanni.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

Munich Antonio, capitano 20 artiglieria campagna, collocato in aspettativa speciale.
Giordano Eduardo, tenente in aspettativa, richiamato in servizio dal 2 aprile 1910.
Barbaro conte e patrizio veneto Benedetto, in aspettativa, richiamato in servizio dal 16 aprile 1910.

Con R. decreto del 17 aprile 1910:

Perazzi Carmelo, capitano 18 artiglieria campagna, collocato in aspettativa speciale.

Con R. decreto del 21 aprile 1910:

Leopardi Francesco, capitano in aspettativa per motivi di famiglia, ammesso, a datare dal 23 aprile 1910, a concorrere per occupare i due terzi degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del suo grado ed arma come gli ufficiali contemplati dall'art. 11 della legge 25 maggio 1852.

Arma del genio.

Con R. decreto del 24 marzo 1910:

Pedrini cav. Paolo, maggiore direzione genio Venezia, collocato in posizione ausiliaria, per ragione di età, dal 19 aprile 1910.
Sandrelli cav. Alessandro, id. capo sezione Ministero guerra (incaricato), id. id., id. id. dal 23 id.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

Fanizza Aldo, tenente 5 genio, collocato in aspettativa per motivi di famiglia.

Personale permanente dei distretti.

Con R. decreto del 13 marzo 1910:

Ghezzi cav. Francesco, maggiore distretto Bari, collocato in posizione ausiliaria, per ragione di età, dall'11 aprile 1910.
Longo cav. Cesare, capitano id. Siena, id. id.. id id. dal 1° id.

Con R. decreto del 20 marzo 1910:

Ghigliotti cav. Francesco, capitano distretto Arezzo, collocato a riposo, per avere raggiunto i limiti minimi di età e di servizio prescritti dal testo unico delle leggi sulle pensioni, dal 1° aprile 1910 ed inscritto nella riserva.

Con R. decreto del 6 aprile 1910:

Somma cav. Enrico, capitano distretto Cefalù, collocato in aspettativa per motivi di famiglia.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

Bianchi-Mina cav. Giacomo, colonnello comandante reggimento cavalleggeri di Caserta, esonerato dall'attuale comando, trasferito nell'arma di fanteria (personale permanente dei distretti) e nominato comandante distretto Catanzaro dal 1° maggio 1910.

Personale delle fortezze.

Con R. decreto del 10 marzo 1910:

Luciano cav. Gaetano, maggiore direzione artiglieria Torino, collocato in posizione ausiliaria, per ragione di età, dall'8 aprile 1910.

Corpo sanitario militare.

Con R. decreto del 17 marzo 1910:

Masserano Giulio, tenente medico reggimento cavalleggeri di Roma, collocato a disposizione del Ministero degli affari esteri dal quale percepirà gli assegni e le indennità spettantigli dal 19 febbraio 1910.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

La Grotteria Pasquale, capitano medico in aspettativa per motivi di famiglia, ammesso, a datare dal 16 aprile 1910, a concorrere per occupare i due terzi degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del suo grado e corpo, come gli ufficiali contemplati dall'art. 11 della legge 25 maggio 1852.

I seguenti sottotenenti medici sono promossi tenenti medici con le anzianità sotto indicate e con decorrenza per gli assegni dal 1° maggio 1910:

Anzianità 3 aprile 1910:

Malabarba Pietro — Petraccone Michele — D'Ambra Francesco — Loffredo Alfredo.

Anzianità 7 aprile 1910:

Mirone Giuseppe.

Anzianità 15 aprile 1910:

Singlitico Giuseppe.

Corpo contabile militare.

Con R. decreto del 24 marzo 1910:

I seguenti ufficiali contabili sono collocati in posizione ausiliaria, per ragione di età, dalla data per ciascuno indicata:

Biressi cav. Emilio, tenente colonnello contabile, dal 3 aprile 1910.

Montixi cav. Ernesto, capitano contabile, dal 7 id.

Volta Daniele, id., dal 15 id.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

Ceccarelli cav. Vincenzo, tenente colonnello contabile, collocato in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio.

Con R. decreto del 17 aprile 1910:

Marengo Angelo, tenente contabile ospedale Catanzaro, rettificato il nome come appresso, Marengo Valentino Angelo.

IMPIEGATI CIVILI.

Ragionieri d'artiglieria.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

Baudoin cav. Giuseppe, ragioniere principale di 2ª classe, collocato in aspettativa per motivi di famiglia.

Baratto Ercole, ragioniere di 2ª id., id. id. per infermità comprovata con l'annuo assegno di L. 1000.

Capitecnici d'artiglieria e genio.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

Perino cav. Giuseppe, capotecnico principale di 1ª classe, in aspettativa per motivi di famiglia, l'aspettativa anzidetta è prorogata.

Ufficiali d'ordine delle Amministrazioni dipendenti.

Con R. decreto del 24 marzo 1910:

Parrella Augusto, sottufficiale del R. esercito con 12 anni di servizio, nominato ufficiale d'ordine di 4ª classe delle amministrazioni dipendenti, con anzianità 31 gennaio 1909.

Con R. decreto del 10 aprile 1910:

Fabris Alessandro, ufficiale d'ordine di 2ª classe, in aspettativa per infermità, richiamato in servizio, dal 16 aprile 1910.

UFFICIALI IN CONGEDO.

Ufficiali in posizione di servizio ausiliario.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

Cattivelli cav. Ludovico, colonnello personale permanente distretti, comandante distretto Catanzaro, ricollocato in congedo dal 1° maggio 1910.

Ufficiali di complemento.

Con R. decreto del 7 aprile 1910:

I seguenti tenenti medici cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione di età ed inscritti con l'attuale grado ed anzianità, a loro domanda, nel ruolo degli ufficiali di milizia del corpo stesso:

Solero Valentino — Caiozzo Giuseppe — Boscolo Romano — Giavatto Giuseppe.

I seguenti tenenti medici cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione di età:

Ravazza Vittorio — D'Oria Antonio — Bargioni Carlo — Porcelli Annunziato.

Con R. decreto del 10 aprile 1910:

Persico Federico, tenente fanteria — Consoli Giovanni, sottotenente id., accettata la dimissione dal grado.

Bartolucci Alfredo, tenente veterinario, cessa di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione di età ed è iscritto, a sua domanda, nel ruolo degli ufficiali di riserva del proprio corpo, con lo stesso grado ed anzianità.

Medi Egidio, id., id. — Cortesi Nino, id. id., cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione di età e sono iscritti, a loro domanda, nel ruolo degli ufficiali di milizia territoriale del proprio corpo, con lo stesso grado ed anzianità.

Con R. decreto del 14 aprile 1910:

Gaj Carlo, sottotenente 5 genio, rettificato il cognome come appresso: Gay Carlo.

Con R. decreto del 24 aprile 1910:

Tondinelli Luigi, sottotenente cavalleria, accettata la dimissione da grado.

Genovese Alfredo, sergente allievo ufficiale, nominato sottotenente di complemento fanteria.

Ufficiali di milizia territoriale.

Con R. decreto del 7 aprile 1910:

Puccinelli Alfredo, capitano medico, cessa di appartenere al ruolo degli ufficiali di milizia territoriale per ragione di età, ed è inscritto con l'attuale grado ed anzianità, a sua domanda, nel ruolo degli ufficiali di riserva del corpo stesso.

Con R. decreto del 10 aprile 1910:

Piffaretti Dante, tenente fanteria, accettata la dimissione dal grado.

Con R. decreto del 17 aprile 1910:

Trevisan Giuseppe, militare di 3ª categoria, nominato sottotenente di milizia territoriale nell'arma d'artiglieria.

Ufficiali in congedo provvisorio.

Con R. decreto del 13 gennaio 1910:

Gabrielli di Carpegna conte Raimondo, capitano cavalleria, collocato a riposo, per aver raggiunto i limiti minimi di età e di servizio prescritti dal testo unico delle pensioni, con decorrenza 1° gennaio 1910 ed inscritto nella riserva.

Con R. decreto del 10 marzo 1910:

Maroni Cesare, capitano personale permanente distretti, collocato a riposo, per aver raggiunto i limiti minimi di età e di servizio prescritti dal testo unico delle leggi sulle pensioni, con decorrenza 10 marzo 1910 ed iscritto nella riserva.

Ufficiali di riserva.

Con R. decreto del 10 aprile 1910:

Racca Melchiorre, capitano veterinario, cessa di appartenere alla riserva, per ragione di età, conservando il grado con la relativa uniforme.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione generale del Debito pubblico

Rettifica d'intestazione (1ª pubblicazione).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 3.75 0[0, cioè: n. 359,401 per L. 30 al nome di Mongiardini *Francesco* ed *Angelo* fu Francesco detto Camillo, minori, sotto la patria potestà della madre Minotto Amalia ved. Mongiardini, domiciliati in Genova; n. 359,402 di L. 15, intestata come sopra, e vincolata di usufrutto vitalizio a favore della madre suddetta, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all' Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Mongiardini *Franco*, detto Francesco, ed *Angela* fu Francesco, detto Camillo, minori, ecc. (come sopra, veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Rettifica d'intestazione (1ª pubblicazione).

Si è dichiarato che le rendite seguenti cioè: n. 220,489 d'iscrizione consolidato 3.75 0[0 di L. 78.75 sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 880,679 del consolidato 5 0[0 di L. 105), n. 014,697 di L. 52.50 consolidato 3.50 0[0, al nome di Morandini *Emma* fu Stefano, minore, sotto la patria potestà della madre Pialorsi Angelica fu Candido, vedova di Morandini Stefano, domiciliata in Vestone (Brescia), furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Morandini *Giovannina-Emma* fu Stefano ecc..... come sopra, vera proprietaria delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Rettifica d'intestazione (2ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 3.75 0[0, cioè: n. 328,979 d'iscrizione sui registri della Direzione generale per L. 37.50, al nome di Barbero *Maria* di Giacomo, minore, sotto la patria potestà del padre, domiciliata in Rossana (Cuneo), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Barbero *Giovanna-Maria* di Giacomo, minore sotto la patria potestà del padre, domiciliata in Rossana (Cuneo), vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
PIETRACAPRINA.

Rettifica d'intestazione (2ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 3.75 0[0, cioè n. 380,066 d'iscrizione sui registri della Direzione generale per L. 30, al nome di Cabrini Caterina, *Angela*, Matilde, *Bonaventura*, Anna-Maria, Alessandro ed Elisabetta fu Giovanni, minori, sotto la patria potestà della madre Paganesi Maria, domiciliati a Ponte di Nossa (Bergamo), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Cabrini Caterina, *Giulia-Serafina*, Matilde, *Giuseppe-Bonaventura*, Anna-Maria, Alessandro ed Elisabetta fu Giovanni, minori, sotto la patria potestà della madre Paganesi Maria, domiciliati a Ponte di Nossa (Bergamo), veri proprietari della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
PIETRACAPRINA.

Rettifica d'intestazione (2ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 3.75 0[0, cioè: n. 359,582 di L. 750-700 (corrispondente al n. 1,238,555 del consolidato 5 0[0 per L. 1000), al nome di Siciliano *Teresa* fu Giuseppe, minore, sotto la patria podestà della madre Zambra Francesca fu Ernesto vedova di Giuseppe Siciliano, vincolata per dote e per reddito militare, pel matrimonio da contrarsi dalla titolare stessa col sig. Enrico Giani fu Giuseppe, tenente nel R. esercito, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Siciliano *Maria-Teresa* fu Giuseppe ecc., c. s., vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
PIETRACAPRINA.

Rettifica d'intestazione (2ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita del consolidato 3.75 0/0, n. 521,954 per L. 56.25 al nome di Bonanno *Luisa* fu Giacomo, minore sotto la tutela di Letterio D'Amico fu Ignazio, domiciliata in Messina, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Bonanno *Eloisa* fu Giacomo, minore, sotto la tutela di Letterio D'Amico fu Ignazio, domiciliata in Messina, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
PIETRACAPRINA.

Rettifica d'intestazione (3ª pubblicazione).

Si è dichiarato che le rendite del consolidato 3.75 0[0, cioè: n. 407,058 di L. 56.25 e n. 430,773 di L. 37.50 (corrispondenti rispettivamente ai nn. 1,302,259 di L. 75 e 1,331,007 di L. 50 del consolidato 5 0[0), al nome di Avallone Annita di *Emilio*, nubile, domiciliata in Sant'Angelo dei Lombardi (Avellino), furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi ad Avallone Annita di *Emiddio* o *Emidio*, nubile, domiciliata in Sant'Angelo dei Lombardi (Avellino), vera proprietaria delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Rettifica d'intestazione (3ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita del consolidato 3.75 0/0, n. 159,584 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 804,353 del consolidato 5 0/0) per L. 22.50, al nome di La Puma Maria di Salvatore, minore, e con usufrutto vitalizio a favore di La Puma *Anna* fu Giuseppe, nubile, domiciliata in Palermo, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a La Puma Maria di Salvatore, minore, e con usufrutto vitalizio a favore di La Puma *Marianna* fu Giuseppe, domiciliata in Palermo, vera usufruttuaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Rettifica d'intestazione (3ª pubblicazione).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 3.75 0[0, cioè: n. 252,924 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 1,062,025 del consolidato 5 0[0) per L. 187.50, al nome di Jacchini *Beatrice* di Innocente, minore, domiciliata in Milano, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Jacchini *Lucia-Beatrice* di Innocente, minore, domiciliata in Milano, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Smarrimento di ricevuta (1ª pubblicazione).

La signora Gortanutti Vittoria detta Ida di Giacomo vedova Radina Dereatti, ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 206 ordinale, n. 85 di protocollo e n. 1590 di posizione, statale rilasciata dalla Intendenza di finanza di Udine, in data 20 gennaio 1908, in seguito alla presentazione di due certificati nominativi della rendita complessiva di L. 30, consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1° gennaio 1907.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati alla signora Gortanutti Vittoria detta Ida vedova di Radina-Dereatti Osvaldo suddetta i due nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Smarrimento di ricevuta (1ª pubblicazione).

Il signor Genzabella Lorenzo fu Giuseppe ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 166 ordinale, n. 1184 di protocollo e n. 3900 di posizione, statagli rilasciata dalla intendenza di finanza di Messina in data 25 novembre 1908, in seguito alla presentazione di un certificato della rendita complessiva di L. 25, consolidato 5 0[0 con decorrenza dal 1° gennaio 1907.

A termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al signor Genzabella Lorenzo fu Giuseppe il nuovo titolo proveniente dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Smarrimento di ricevuta (1ª pubblicazione).

Il signor Ceresa Carlo fu Bortolo ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 194 ordinale, n. 99 di protocollo e n. 5004 di posizione, statagli rilasciata dalla Intendenza di finanza di Bergamo in data 7 marzo 1910, in seguito alla presentazione di un certificato della rendita complessiva di L. 75, consolidato 3.75 0[0, con decorrenza dal 1° gennaio 1910.

A termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati al sig. Ceresa Carlo fu Bortolo i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
GARBAZZI.

Smarrimento di ricevuta (2ª pubblicazione).

Il sig. Cantalupo Carlo fu Antonio ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 1715 ordinale, n. 29 di protocollo e n. 43,421 di posizione, statagli rilasciata dalla Intendenza di finanza di Napoli in data 5 gennaio 1910, in seguito alla presentazione di due certificati della rendita complessiva di L. 15, consolidato 3.75 0[0, con decorrenza dal 1° gennaio 1910.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un

mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati ai signori Cantalupo Carlo fu Antonio e Nisita Michele di Domenico i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 4 maggio 1910.

Per il direttore generale
PIETRACAPRINA.

Direzione Generale del Tesoro

Comunicato.

Con decreto Ministeriale del 1° maggio 1910 il sig. comm. dott. Carlo Conti-Rossini, capo sezione amministrativo nel Ministero del tesoro, è stato incaricato, a partire dallo stesso giorno, delle funzioni di contabile del portafoglio dello Stato, in sostituzione del sig. comm. dott. Gennaro Cantisani, ispettore generale del tesoro, deceduto il 30 aprile 1910.

Direzione generale del tesoro (*Divisione portafoglio*).

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 6 maggio, in L. 100.63.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Ispettorato generale dell'industria e del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (*Divisione portafoglio*).

4 maggio 1910.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl' interessi maturati a tutt' oggi
3 3/4 % *netto*	105,52 62	103,65 62	104,24 53
3 1/2 % *netto*	105,35 73	103,60 73	104,15 82
3 % *lordo*	71.95 83	70,75 83	71,73 53

CONCORSI

MINISTERO DELLA MARINA

AVVISO DI CONCORSO

a tre posti di ragioniere di 4ª classe nel personale della carriera di ragioneria del Ministero della marina.

È aperto un concorso di ragioniere di 4ª classe con l'annuo stipendio di L. 2000 nel personale della carriera di ragioneria del Ministero della marina.

Vi possono prender parte i giovani borghesi muniti di diploma di ragioniere.

Gli esami avranno luogo in Roma presso il Ministero della marina secondo i programmi annessi al decreto Ministeriale 21 aprile 1910, che si riproducono in calce al presente avviso, ed incominceranno il 4 luglio 1910.

Le domande, in carta da bollo da L. 1.20 stese di tutto pugno degli aspiranti da essi sottoscritte e con l'indicazione della loro residenza, dovranno pervenire al Ministero (Divisione personale del Ministero e affari generali) insieme ai relativi documenti non più tardi del 20 giugno 1910.

I candidati dovranno unire alla domanda i seguenti documenti:

1° atto di nascita, legalizzato dal presidente del tribunale, dal quale risulti che il concorrente ha compiuto l'età di 18 anni e non superato quella di 30 alla data del presente avviso;

2° certificato di cittadinanza italiana.

Sono equiparati ai cittadini dello Stato i cittadini delle altre regioni italiane, quand'anche manchino della naturalità;

3° certificato di buona condotta rilasciato dal sindaco del Comune ove il candidato ha il suo domicilio o la sua abituale residenza, vidimato dal prefetto o sottoprefetto;

4° certificato generale rilasciato dall'ufficio del casellario giudiziario;

5° certificato medico, debitamente legalizzato, da cui risulti che il candidato ha l'attitudine fisica all'impiego cui aspira;

6° foglio di congedo illimitato, o certificato di esito di leva, ovvero certificato d'inscrizione sulle liste di leva;

7° diploma originale di ragioniere.

I certificati di cui ai numeri 3 e 4 debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella del presente avviso.

Il Ministero è giudice dell'ammissibilità o meno degli aspiranti. Indipendentemente dai requisiti prescritti esso si riserva la facoltà di assumere informazioni sulla condotta privata degli aspiranti e di escludere quelli che dalle notizie avute risultino non meritevoli di essere ammessi all'esame.

Non potranno essere ammessi al concorso coloro i quali per due volte successive non abbiano conseguita l'idoneità nei precedenti concorsi per l'ammissione nel personale amministrativo e di ragioneria del Ministero.

Gli aspiranti ammessi all'esame ne saranno avvisati con lettera ministeriale.

Lo svolgimento e la procedura degli esami hanno luogo in conformità delle disposizioni contenute nel regolamento generale per la esecuzione del testo unico delle leggi sullo stato degli impiegati civili approvato col R. decreto 24 novembre 1908, n. 756, e nel regolamento per gli impiegati dell'Amministrazione centrale della marina, approvato con R. decreto n. 143 in data 17 marzo 1910.

I tre vincitori del concorso conseguiranno subito la nomina ai posti attualmente vacanti di ragioniere di 4ª classe.

I candidati dichiarati idonei ma classificati oltre il numero dei tre posti messi a concorso non potranno accampare alcun diritto ai posti che si renderanno in seguito vacanti.

Roma, 3 maggio 1910.

Il ministro
LEONARDI CATTOLICA.

Programma di concorso per la nomina a ragioniere di 4ª classe nella carriera di ragioneria nell'Amministrazione centrale della marina.

Prove scritte.

I.

Svolgimento di un tema sulle materie indicate nel 1° gruppo della prova orale.

II.

Risoluzione di quesiti di aritmetica e di algebra nei limiti del programma orale.

III.

Svolgimento di un tema di ragioneria pubblica o privata.

Prova orale.

I.

Nozioni di diritto civile, commerciale, costituzionale ed amministrativo.

Nozioni di economia politica e di scienze delle finanze.

II.

Ragioneria pubblica e privata.
Algebra fino alle equazioni di 2° grado.
Aritmetica - Proporzioni - Progressioni - Logaritmi - Annualità Ammortamenti - Interessi e sconti semplici e composti.

III.

Cenni sull'ordinamento e sulla legislazione della marina militare.
Cenni generali sull'ordinamento della marina mercantile e conoscenza delle principali disposizioni del Codice della marina mercantile e della legislazione relativa.
Legge e regolamento dell'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato.

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO — Mercoledì, 4 maggio 1910

Presidenza del presidente MANFREDI.

La seduta è aperta alle ore 15.10.

MELODIA, segretario. Dà lettura del processo verbale della seduta precedente, il quale è approvato.

Sunto di petizioni.

ARRIVABENE, segretario. Dà lettura del sunto delle petizioni pervenute al Senato.

Congedi.

Si accordano alcuni congedi.

Discussione del disegno di legge: « Provvedimenti a favore dei Mille » (N. 216).

ARRIVABENE, segretario. Dà lettura dell'articolo unico.

FINALI, presidente della Commissione di finanze e relatore. Prima che il Senato passi alla discussione ed alla votazione del disegno di legge, propone di mandare un saluto ai superstiti della gloriosa spedizione dei Mille che fanno parte del Senato e che sono gli onorevoli Cavalli, Cucchi e Tabacchi (Applausi generali).

Crede che in pari tempo sia doveroso ricordare gli altri valorosi, i quali fecero pure parte del Senato, dopo di essere stati fra i Mille che seguirono Giuseppe Garibaldi.

Essi furono sei; non li nomina, ma crede sia sufficiente ricordare il loro capo, l'eroico Nino Bixio (Applausi vivissimi e generali).

PRESIDENTE. Dichiara aperta la discussione.

CADOLINI. Sente il dovere di invitare il Senato a mandare un saluto alla memoria di Giuseppe Garibaldi, che con l'ardimentosa sua spedizione preparò l'unità d'Italia (Applausi).

Rendiamo omaggio, dice l'oratore, alla sua abilità strategica, con la quale, mentre il 26 di maggio era a ponente di Palermo, al mattino del 27 appariva alla porta di Termini, dalla parte opposta a quella dove l'esercito borbonico l'attendeva. Questo movimento fu meravigliosamente abile, e noi dobbiamo ricordarlo perchè da quel movimento dipesero in gran parte, se non intieramente, le sorti di quella campagna.

E dobbiamo mandare un saluto anche a coloro che hanno seguito Giuseppe Garibaldi, e che, dopo la battaglia di Calatafimi, dovettero sostenere una tremenda lotta sotto le mura di Palermo, ove ottennero quella sublime vittoria che assicurò i destini d'Italia (Applausi).

Il Senato deve pur mandare un saluto agli altri gandi uomini che parteciparono a quegli eventi, perchè non dobbiamo dimenticare il Re Galantuomo, il Conte Cavour, come non dobbiamo dimenticare l'esercito sardo che, con la spedizione delle Marche, suggellò e assicurò la vittoria di quella campagna (Applausi).

Alla memoria di tutti questi grandi mandiamo con tutto il cuore il nostro saluto (Applausi vivissimi e generali).

PRESIDENTE. Gli applausi del Senato lo autorizzano a ritenere accolte ad unanimità le proposte dei senatori Finali e Cadolini. (Approvazioni).

SPINGARDI, ministro della guerra. Alla vigilia del cinquantenario del memorabile giorno, in cui la leggendaria schiera dei Mille salpava da Quarto, consenta anche a me il Senato che, rievocando tutta la meravigliosa epopea garibaldina, io mandi all'eroico manipolo il saluto e l'omaggio dell'esercito, e all'esercito lo additi perchè, come nobilmente si espresse il vostro relatore, il ricordo dei fatti gloriosi, compiuti or son 50 anni, eccitati ed avvivi sempre anche nel pensiero e nelle opere, a cui si deve la redenzione della patria e il raggiungimento della sua unità. (Vivi e prolungati applausi).

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione, ed avverte che il disegno di legge sarà subito votato a scrutinio segreto.

Votazione a scrutinio segreto.

DI PRAMPERO, segretario. Procede all'appello nominale per la votazione del disegno di legge « Provvedimenti a favore dei Mille ».

Si lasciano le urne aperte.

Seguito della discussione del disegno di legge: « Provvedimenti per il demanio forestale di Stato e per la tutela e l'incoraggiamento della silvicoltura » (N. 190).

PRESIDENTE. Ricorda che ieri si sospese la discussione all'art. 11 affinchè il Governo, l'Ufficio centrale e i senatori che avessero da proporre emendamenti, potessero mettersi d'accordo sulla formula da adottare.

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. Dichiara che la discussione intervenuta in seno all' Ufficio centrale ha condotto ad un accordo per il quale verrebbe mutato il testo dell'articolo 13, soppresso l'ultimo capoverso dell'art. 12, mentre l'art. 11 rimarrebbe inalterato.

CENCELLI. Aveva proposto all'art. 11 che fosse adottato il principio dell'espropriazione in base al canone, anche per i terreni di proprietà privata. Ma poichè il Governo non crede di poter accettare l'emendamento da lui proposto in tal senso, lo ritira.

MANASSEI. Torna a raccomandare che tra le forme contrattuali si contempli quella enfiteutica. Fa notare che l'enfiteusi è un contratto che ha per iscopo il miglioramento del fondo.

Accenna alla storia dell'istituto dell'enfiteusi nel nostro diritto: non crede che le avversioni contro tale istituto siano giustificate.

Teme che la dizione dell'art. 11, secondo il testo ministeriale, non dia facoltà al Governo di applicare il contratto enfiteutico; e nell'intento di rendere ciò possibile propone questa aggiunta all'articolo stesso: al comma primo, dopo le parole « dell'articolo precedente » aggiungere: « ed anche di procedere allo acquisto del dominio utile dei terreni di cui alle lettere *d)* ed *e)*, mediante contratti enfiteutici con clausole da convenirsi ».

CADOLINI. Rileva che la forma enfiteutica porterebbe alla conseguenza che da una parte ci sarebbe il direttario e dall'altra il titolare del dominio utile, e quindi i terreni soggetti ad enfiteusi non potrebbero formare una selva sola coi terreni contigui, appartenenti al demanio forestale.

Nemmeno crede opportuno che il Governo rimanga vincolato agli antichi proprietari.

Perciò è contrario alla proposta del senatore Manassei.

MANASSEI. Dimostra che anche con la sua proposta il bosco rimarrebbe unito e non vi sarebbe bisogno di alcuna divisione.

Rileva che la sua proposta avrebbe l'effetto utile di indurre al rimboschimento quei proprietari che non si vogliono spogliare della proprietà della loro terra.

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. Ricorda quanto disse su questo argomento nella discussione generale.

È disposto ad accettare come raccomandazione quanto ha detto il senatore Manassei, per uno studio che il Governo intende compiere sull'importante questione, studio nel quale esso non mancherà di valersi degli autorevoli lumi del senatore Manassei.

Lo prega pertanto di non insistere nel suo emendamento.

MANASSEI. Prende atto delle dichiarazioni del ministro e non insiste.

L'art. 11, posto ai voti, è approvato.

CADOLINI. All'art. 12 svolge l'emendamento da lui presentato insieme con altri senatori, del tenore seguente (da introdursi dopo il terzo capoverso):

« Allorchè l'area da espropriarsi sia compresa nel perimetro d'una miniera concessa a termini della legge 20 novembre 1859, n. 3755, o di altre leggi congeneri, i diritti del concessionario sono rispettati non ostante la espropriazione della superficie del suolo. Sono parimente rispettati i diritti derivanti da regolari permissioni di ricerca.

« Nelle Provincie, nelle quali la legge attribuisce al proprietario della superficie anche la proprietà dei minerali giacenti nel sottosuolo, sono rispettati a beneficio dell'espropriato gli utili derivanti dall'alienazione del diritto minerario, stipulata mediante regolare contratto scritto, debitamente registrato, ed è mantenuto all'acquirente il diritto di estrazione dei minerali conformemente ai patti contrattuali ».

Spiega che l'emendamento tiene conto della varietà della nostra legislazione mineraria e si informa al principio che il Governo rispetti i diritti esistenti.

BARZELLOTTI. Ai motivi addotti dal senatore Cadolini a sostegno dell'emendamento, aggiunge qualche osservazione per la conoscenza che egli ha di alcune regioni della Toscana, specialmente del monte Amiata, ove sono in esercizio almeno quattro miniere, dalle quali dipende la vita di alcune borgate. Quando si tratta di valori potenziali latenti nel sottosuolo, i quali abbiano dato origine a contratti, sarebbe enorme che il Governo volesse pagare il fondo senza tenerne alcun conto. Oltre a fare cosa non giusta, si verrebbe a compromettere l'esistenza di Società minerarie; ciò che darebbe luogo a liti e a quegli indugi della legge che Amleto diceva capaci di recare la morte.

L'emendamento proposto è richiesto dalla stessa ragione delle cose e da un principio di giustizia e di rispetto ai contratti esistenti.

Il disegno di legge è buono nel concetto generale e in molte delle sue parti; occorre però emendarlo in guisa che riesca sotto ogni aspetto veramente utile al paese.

FILOMUSI-GUELFI. Approva incondizionatamente nella forma e nel contenuto l'emendamento presentato dai senatori Barzellotti, Cadolini ed altri.

Soggiunge che egli è per la socializzazione dei mezzi di produzione, coi dovuti rispetti alla proprietà privata; accetta quindi volentieri la idea della demanializzazione delle foreste che costituisce un nuovo tipo, di cui i giuristi in seguito potranno determinare la natura.

È convinto che questo disegno di legge rafforzerà i demani comunali e lo voterà quindi con lieto entusiasmo.

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. Dice che se l'emendemento proposto dal senatore Barzellotti e da altri ha una notevole portata giuridica, non ha una eguale importanza economica.

Ad ogni modo deve dichiarare che è lontano dal concetto dell'articolo che non debbano essere riconosciuti i diritti accertati o accertabili in materia di giure minerario.

Non avrebbe alcuna difficoltà di accettare l'emendamento, ma crede che i proponenti possano essere soddisfatti della esplicita dichiarazione che nel regolamento sarà tenuto presente e reso ben chiaro il risultato della odierna discussione.

CADOLINI. Il diritto di proprietà deve essere chiaramente determinato nella legge; il regolamento deve provvedere solamente all'esecuzione.

Non vede quale difficoltà si opponga all'aggiunta dell'emendamento.

GORIO, relatore. Aveva già dichiarato al senatore Barzellotti di essere nello stesso ordine di idee, e nella chiusa del suo discorso in sede di discussione generale, aveva esortato il Governo ad accogliere l'emendamento.

Ora rinnova la preghiera.

RAINERI, ministro d'agricoltura, industria e commercio. Dichiara di non avere alcuna difficoltà ad accettare l'emendamento proposto dal senatore Barzellotti.

BARZELLOTTI. Ringrazia.

CASANA. Propone che nel secondo comma dell'art. 12 dopo la frase « desumersi dal reddito » si aggiungano le parole « netto effettivo ».

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. Accetta l'emendamento proposto dal senatore Casana.

PRESIDENTE. Pone ai voti il primo comma dell'art. 12.

(È approvato).

Pone ai voti il secondo comma con l'emendamento proposto dal senatore Casana.

(È approvato).

Pone ai voti il terzo comma.

(È approvato).

Pone ai voti l'emendamento proposto dai senatori Barzellotti, Cadolini, Torrigiani Luigi, Todaro, Guala, Fortunato e Finali, con la soppressione del quarto comma dell'articolo ministeriale.

(È approvato).

Pone ai voti il complesso dell'art. 12 emendato.

(È approvato).

PRESIDENTE. Dà lettura del seguente articolo concordato fra il Governo e l'Ufficio centrale, per sostituire l'art. 13 del testo ministeriale:

« Nei termini di 30 giorni dalla decisione arbitrale menzionata nell'art 11 l'Amministrazione può recedere dalla espropriazione, assumendo le spese dell'arbitramento.

« Nel regolamento generale saranno disciplinate le forme e i termini del procedimento arbitramentale e saranno date le norme intorno alla liquidazione ed all'assegnazione delle spese ».

Pone ai voti il nuovo articolo concordato.

(È approvato).

Senza discussione si approvano gli articoli 14, 15 e 16.

CAVASOLA. All'art. 17 dice che aveva già osservato nella discussione generale, che questo articolo lasciava l'impressione che potessero essere ipotecati i beni dell'azienda demaniale forestale per i mutui che è autorizzata a contrarre con gli Istituti di cui l'articolo fa parola.

Il ministro gli ha dichiarato che si è inteso di dispensare quegli Istituti dalla garanzia per i mutui.

Prega il ministro di agricoltura di dichiarare se ha bene interpretata la risposta.

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. Conferma quanto disse nella discussione generale il senatore Cavasola.

È approvato l'art. 17 e senza discussione si approva l'art. 18.

CASANA. All'art. 19 ricorda che nella discussione generale si è compiaciuto delle disposizioni dell'articolo, aggiungendo che riteneva opportuno che nella presentazione del conto consuntivo dell'azienda e del rendiconto generale dello Stato, fossero riportati integralmente i contratti per i quali si fosse pronunciato favorevolmente, a maggioranza assoluta, il Consiglio superiore delle acque e foreste.

Ora prega il Governo di voler tener presente la sua preghiera ed includere nel regolamento una disposizione in tal senso.

LUZZATTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Prende impegno di inserire nel regolamento la disposizione proposta dal senatore Casana.

L'art. 19 è approvato.

Senza discussione sono approvati gli articoli 20, 21 e 23.

CASANA. Dà ragione del seguente art. 22-*bis:*

« Le Provincie potranno ottenere dal demanio forestale di Stato i rimboscamenti ed i rinsaldamenti dei bacini montani per i quali anticipino le spese, secondo le norme e le modalità che saranno stabilite dal regolamento ».

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. Accetta l'articolo aggiuntivo.

GORIO, relatore. Lo accetta anche a nome dell'Ufficio centrale.

CASANA. Ringrazia il ministro ed il relatore.

PRESIDENTE. Pone ai voti l'art. 22-*bis.*

(È approvato).

GAVAZZI. All'art. 23 domanda se le parole « boschi » e « terreni boscati » debbano avere la stessa significazione oppure, come a lui sembra, debba intendersi per « terreno boscato » quello che in parte sia coperto da bosco.

Domanda poi se nei boschi appartenenti ai Comuni, si comprendano anche quelli non sottoposti a vincolo forestale.

Osserva che finora i Comuni avevano la libera utilizzazione dei boschi; solamente i piani di taglio erano sottoposti all'autorità forestale.

Togliendosi ai Comuni qualsiasi disposizione dei boschi, teme che le autorità forestali possano, per eccessivo zelo, limitare la pastorizia.

Accenna all'art. 26 di cui comprende la portata, osservando però che si tratta di modificare sostanzialmente la legge del 1877.

Conchiude domandando se il vincolo forestale per i castagneti sarà posto solo per quelli minacciati di distruzione delle fabbriche di tannino o per tutti.

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. Risponde al senatore Gavazzi ed osserva che dicendosi terreno boscato non si è inteso di dire niente di diverso dal concetto del bosco.

Quanto ai boschi di proprietà comunale, accenna alla legislazione esistente e rassicura il senatore Gavazzi che, col presente progetto, non sarà affatto inceppata la libertà dei Comuni, e nulla esclude che nei regolamenti si possa tener conto dei voti che furono espressi dai Consigli comunali.

Da ultimo dichiara esplicitamente che questo non è un disegno di legge di semplice economia forestale, ma di economia montana, la quale è fondata sulla foresta e sul pascolo. Quindi il senatore Gavazzi può star sicuro che, dalle disposizioni della presente legge, non verrà mai alcun danno all'industria zootecnica.

GAVAZZI. Ringrazia.

Posto ai voti, l'art. 23 è approvato.

MORTARA. All'art. 24 domanda se la frase « dichiarazione di utilità pubblica » alluda a quella dichiarazione che deve precedere all'espropriazione, ovvero riguardi proprietà private che debbono rimaner tali; nel qual caso, il concetto sarebbe nuovo nel nostro diritto e meriterebbe qualche schiarimento.

RAINERI, ministro d'agricoltura, industria e commercio. Risponde che il concetto di utilità pubblica deve intendersi in senso generale, ossia con riferimento alla legge del 1865.

MORTARA. Ringrazia.

Posto ai voti, l'art. 24 è approvato.

Senza osservazioni si approvano gli articoli da 25 a 36.

VERONESE. All'art. 37 parla proponendone la soppressione. Ricorda il progetto di legge sulle derivazioni di acque pubbliche e le ragioni per le quali la relazione su di esso non ha potuto ancora essere presentata al Senato.

Nota che col presente disegno di legge il Ministero di agricoltura viene a invadere il campo del Ministero delle finanze; e come inoltre tutte le procedure per le concessioni di cui nell'art. 37 spettino al Ministero dei lavori pubblici.

Si potrebbe mantenere l'articolo sottoponendolo alle disposizioni della legge del 1884, ma ove si rifletta che anche questa legge ha dato luogo ad inconvenienti, si è tratti a concludere per la soppressione.

Osserva poi che il progetto sulle derivazioni ed usi di acque pubbliche trovasi da troppo tempo arrenato, crede per un conflitto di competenza fra il Ministero dei lavori pubblici e quello delle finanze.

Lamenta che ai quesiti presentati nel maggio dello scorso anno dall'Ufficio centrale non sia stata ancora data risposta.

Raccomanda vivamente al presidente del Consiglio di porre un termine a questa condizione di cose.

Osserva, in fine, che il presente disegno di legge ha molta importanza anche per la sistemazione idraulica montana, e che questa materia è contemplata altresì dal disegno di legge sui bacini montani, che trovasi dinanzi all'altro ramo del Parlamento.

Quel disegno di legge è composto di varie parti che potrebbero separarsi l'una dall'altra.

Raccomanda al Governo di vedere se non sia il caso di stralciarne qualche parte; tanto più che, per causa di quel progetto, rimane arrenata anche la legge sul Magistrato alle acque, perchè non è possibile fare il relativo regolamento.

Chiusura di votazione.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la votazione.

I senatori segretari fanno la numerazione dei voti.

Ripresa della discussione.

GORIO, relatore. Dichiara che l'Ufficio centrale, per quanto riconosca l'importanza delle osservazioni del senatore Veronese, non può accettare la soppressione dell'art. 37; perchè conviene tener presente che la costituzione del demanio forestale deve essere fatta in forma industriale, e la legge pone la base dello sviluppo delle piccole industrie della montagna, mirando alla redenzione economica di quelle popolazioni.

Prega quindi il senatore Veronese di non insistere nella sua proposta, e di consentire che nel regolamento si tenga il dovuto conto delle osservazioni da lui fatte.

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. Aderisce a quanto ha detto il relatore. Si tratta di mettere a disposizione dell'Amministrazione forestale le piccole forze idrauliche, che si trovano nell'alta montagna e che non possono essere trasportate in luoghi distanti, ma sono chiamate a dar vita alla piccola industria forestale.

Questo concetto sarà chiarito accuratamente nel regolamento, anche tenendo in considerazione l'intervento del Ministero delle finanze. Crede che con ciò possano essere salvi gli scrupoli del senatore Veronese.

Prega pertanto il Senato di non portare alcuna modificazione all'art. 37, perchè altrimenti si ferirebbe profondamente uno dei più importanti e migliori concetti del disegno di legge.

VERONESE. Replica per dichiarare che accetta le concessioni gratuite, ma non può consentire che la procedura sia diversa da quella stabilita dalla legge del 1884.

Per conseguenza presenta il seguente emendamento all'art. 37:

« All'art. 1° della legge 10 agosto 1884, n. 2644, sulle derivazioni di acque pubbliche è aggiunto il seguente capoverso:

« Le utilizzazioni locali delle acque nei bacini montani intese a favorire le industrie alpine, quando non richiedano oltre 10 litri al minuto secondo in magra, e assicurino la restituzione integrale dell'acqua, possono essere esonerate dal pagamento del canone a titolo d'incoraggiamento, sopra parere del Consiglio dell'industria e del Consiglio superiore delle acque e foreste.

« La durata della concessione non potrà superare il trentennio. Spirato il trentennio, si applicheranno le disposizioni della presente legge come se si trattasse di nuova concessione ».

PRESIDENTE. Domanda se questo emendamento sia appoggiato.

(È appoggiato).

VERONESE. Parla per dare alcuni schiarimenti sul suo emendamento.

LUZZATTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno (inter-

rompendo). Qui si vuole esonerare da un'imposta, mentre il senatore Veronese vuole imporre.

VERONESE. Dice che non vuole imporre nulla, ma soltanto cambiare la procedura.

Ammette la concessioni per queste piccole derivazioni, purchè restino ferme le altre disposizioni di legge.

Il suo emendamento poggia sul fatto che è il Ministero delle finanze quello che fa la concessione.

BENEVENTANO. Non vorrebbe che da questa discussione si pregiudicasse il futuro esame del disegno di legge sulle derivazioni di acque pubbliche.

Egli ha inteso gli elevati fini cui mira il disegno di legge: trarre il massimo profitto dalle foreste ed aumentarne il numero, per emancipare il paese dall'importazione di legname, conciliare gl'interessi della pastorizia con quelli della silvicoltura; ma per raggiungere questi fini il disegno di legge ha dovuto, con molta fretta, portare eccezioni a varie leggi, e questa dell'art. 37 è una eccezione.

Crede che i proventi che l'on. Luzzatti si ripromette dal demanio forestale, istituito sotto forma di azienda industriale, non vi saranno.

Dimostra che l'art. 37, nei rapporti giuridici e di opportunità, dovrebbe essere soppresso, ed il Governo potrebbe presentare un provvedimento d'indole generale per raggiungere gl'intenti che esso si propone.

CAVASOLA. Osserva che la procedura della legge per le derivazioni di acque, ha lo scopo che gli aventi diritti acquisiti li possano far valere.

Togliendo questo concetto, senza riserva, si sopprimerebbe una posizione giuridica che la legge del 1884 ha garantita agli attuali concessionari.

CASANA. Propone che l'articolo venga rimandato all'Ufficio centrale affinchè questo, d'accordo con i senatori che propongono emendamenti e col Governo, possa prendere le risoluzioni opportune.

BALENZANO. Crede che lo scopo dell'articolo sia quello di concessioni gratuite, e gli sembra una contraddizione volere l'applicazione della legge del 1884.

Questa legge presenta delle difficoltà nell'applicazione, appunto perchè ammette l'ingerenza di diversi Ministeri, i quali in fatto di concessione di acque sono sempre in opposizione fra loro.

Gli sembra che si possa emendare l'articolo nella forma, dicendo che si possono fare concessioni gratuite in determinate condizioni; con tale disposizione non si aggiunge un capoverso ad una legge, ma si fa una regolare deroga ad un'altra legge precedente, restando fermo che la concessione gratuita potrà essere fatta dall'autorità forestale.

MORTARA. Spiega il concetto dell'art. 37 e non gli sembra fondato il dubbio che possa essere sovvertito il regime della legge 1884 o un regime futuro per le acque.

Trattandosi poi di una esenzione di tributo, già votata dalla Camera elettiva, crede che in questa materia debba il Senato stare a quel voto.

Nota che non si tratta di piccolezza del corso di acqua, ma di eseguità di utilizzazione.

Non è poi la legge del 1884 che tutela i diritti dei terzi, ma il Codice civile; quella legge è diretta solamente ad agevolare quei diritti.

Rileva che si tratta di concessioni da farsi in regioni in cui è più facile di conoscere la proprietà dell'acqua e l'esistenza dei diritti dei terzi.

Conchiude pregando il Senato di votare l'articolo.

CASANA. Insiste nella proposta della sospensiva e di rimandare l'articolo all'Ufficio centrale.

Dopo dichiarazioni di consenso dei senatori Benevento e Veronese e del presidente del Consiglio, è approvata la proposta del senatore Casana.

Si rinvia a domani la discussione.

Risultato di votazione.

PRESIDENTE. Annunzia il risultato della votazione a scrutinio segreto sul disegno di legge:

Provvedimenti a favore dei Mille:

Votanti	145
Favorevoli	143
Contrari	2

(Il Senato approva).

La seduta termina alle 18.30.

RESOCONTO SOMMARIO — Giovedì 5 maggio 1910.

Presidenza del presidente MANFREDI.

La seduta è aperta alle ore 15.10.

ARRIVABENE, segretario. Dà lettura del processo verbale della seduta precedente, il quale è approvato.

Messaggio del presidente della Corte dei conti.

PRESIDENTE. Legge un messaggio del presidente della Corte dei conti relativo alle registrazioni con riserva.

Ringraziamenti.

PRESIDENTE. Comunica che le famiglie del senatore Tolomei e del deputato Pavoncelli, ringraziano il Senato per le onoranze rese ai loro congiunti.

Presentazione di relazione.

BETTONI. Presenta la relazione sul progetto di legge « Provvedimenti per i debiti redimibili ».

Seguito della discussione del disegno di legge: « Provvedimenti per il demanio forestale di Stato e per la tutela e l'incoraggiamento della silvicoltura » (n. 190).

PRESIDENTE. Ricorda che l'art. 37, ultimo del disegno di legge, fu ieri rimandato all'Ufficio centrale per l'eventuale accordo col ministro e coi senatori che hanno proposto emendamenti.

Dice che l'accordo è stato raggiunto, e dà facoltà di parlare al ministro di agricoltura, industria e commercio.

RAINERI, ministro d'agricoltura, industria e commercio. Dopo avere esposto i concetti fondamentali dell'art. 37, come era nel testo ministeriale, legge il nuovo articolo concordato con l'Ufficio centrale e con vari senatori, aggiungendo che sono conservati integralmente quei concetti.

PIRELLI. Ha ascoltato con piacere la nuova dizione dell'articolo, che soddisfa pienamente ai desideri espressi dai vari oratori nella tornata di ieri.

Gli sembra però che, ad evitare una falsa interpretazione, converrebbe aggiungere le parole « immediata ed integrale » quando si parla di restituzione delle acque.

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. Accetta la proposta del senatore Pirelli.

GORIO, relatore. L'accoglie a nome dell'Ufficio centrale.

PRESIDENTE. Avverte che, in dipendenza dell'articolo aggiuntivo, approvato ieri dopo l'art. 22, articolo aggiuntivo che prende il numero di 23, sarà dato il numero 38 al nuovo articolo concordato, e che è il seguente:

« Art. 38.

« Le concessioni di derivazioni per utilizzazioni locali delle acque, che in base al progetto di utilizzazione non eccedano l'energia di quindici cavalli teorici nel regime di magra e consentano la restituzione immediata ed integrale delle acque nello stesso corso, sono esenti dal pagamento di canone, quando, a giudizio del Consiglio superiore delle acque e foreste, siano intese a favorire le piccole industrie alpine.

« In tal caso la concessione, su proposta dell'Amministrazione forestale, è fatta dal prefetto in Consiglio di prefettura, sentito l'Uf-

ficio del genio civile, se vi sono opposizioni, o dopo la pubblicazione coi relativi progetti nei Comuni interessati.

« La durata della concessione non potrà eccedere 30 anni, spirato il qual termine la domanda di rinnovazione sarà considerata come domanda di nuova concessione.

« La concessione dovrà contenere la facoltà di revoca, mediante il rimborso dell'ammontare delle opere di primo impianto per la derivazione e per l'effettiva utilizzazione delle acque e dell'energia concessa, risultante dal progetto tecnico approvato, senza interessi, dedotte le quote di ammortamento corrispondenti, e dedotto il valore del macchinario e materiale asportabile ».

Lo pone ai voti.

(È approvato).

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. Rileva che all'art. 6 là dove si dice: « sentito il Consiglio forestale » deve essere stampato « sentito il Consiglio superiore delle acque e foreste ».

PRESIDENTE. Resta stabilita la correzione. Il progetto di legge sarà votato oggi a scrutinio segreto.

Discussione del disegno di legge: « Quinto censimento generale della popolazione, primo censimento industriale e riordinamento dei servizi della statistica » (N. 213).

MELODIA, segretario. Dà lettura del disegno di legge.

PRESIDENTE. Dichiara aperta la discussione generale.

PIERANTONI. Ricorda che per l'art. 46 della legge elettorale politica il reparto del numero dei deputati per ogni Provincia e la corrispondente circoscrizione dei collegi, devono essere riveduti per legge nella prima sessione che succede alla pubblicazione del decennale censimento ufficiale alla popolazione del Regno.

Deplora che la legge presentata nel 1903 dall'on. Giolitti, relativa alla ripartizione delle circoscrizioni elettorali, la quale ebbe una lunga relazione, non sia mai giunta alla discussione del Parlamento.

Raccomanda che quando sarà presentato in novembre, come il Governo ha promesso, un disegno di legge sulla materia elettorale, si provveda all'osservanza dell'art. 46 della legge elettorale politica.

Si riserva, qualora non abbia soddisfacente risposta, di presentare apposita interpellanza.

RAINERI, ministro di agricoltura, industria e commercio. Pone in rilievo i punti fondamentali del disegno di legge.

Oltre al censimento generale della popolazione, si farà, per la prima volta, insieme o separatamente da quello, un censimento speciale degli opifici e delle imprese industriali.

In secondo luogo coll'art. 15 si fa obbligo al Governo di provvedere, con altra legge, alla ricostituzione del servizio della statistica.

Quanto alla determinazione del giorno in cui si dovrà iniziare il censimento, osserva che fu ritenuto opportuno usare nell'articolo primo una formula generale.

Al senatore Pierantoni risponde che il Governo terrà grandissimo conto della sua raccomandazione e non mancherà di essere sollecito dell'osservanza della legge elettorale politica come di ogni altra legge dello Stato.

Conclude invitando il Senato ad approvare il disegno di legge.

FINALI, presidente della Commissione di finanze e relatore. Nota che la risposta data dal ministro al senatore Pierantoni dimostra che il Governo intende osservare il disposto della legge elettorale politica, la quale vuole che le circoscrizioni elettorali abbiano un contingente di popolazione, regolato secondo le tabelle dei censimenti.

Cita l'esempio di Roma la quale ha soltanto cinque deputati, mentre, dato il numero della sua popolazione, dovrebbe averne quasi il doppio.

Osserva poi che sarebbe opportuno che il censimento degli opifici e imprese industriali avesse luogo insieme a quello generale della popolazione; e crede che questo sia il concetto del disegno di legge, poichè nell'art. 2 è stabilito che i due censimenti dovranno essere insieme coordinati.

Quanto alla fissazione del giorno del censimento, dichiara che la Commissione di finanze trova opportuno che la determinazione stessa sia lasciata all'autorità del Governo, come è detto nel disegno di legge.

PIERANTONI. Era certo che il ministro non avrebbe dato risposta contraria al richiamo da lui fatto perchè sia rispettata una legge fondamentale del sistema rappresentativo.

Ma credette dover suo parlare essendovi stretta relazione fra il presente disegno di legge, relativo al censimento, e l'art. 46 della legge elettorale politica.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione generale.

Senza osservazioni sono approvati i 15 articoli del disegno di legge.

Votazione a scrutinio segreto.

DI PRAMPERO, segretario, procede all'appello nominale per la votazione a scrutinio segreto dei due disegni di legge, approvati nella tornata odierna per alzata e seduta.

Si lasciano le urne aperte.

Rinvio di svolgimento di una proposta di legge.

PRESIDENTE. Avverte che lo svolgimento della proposta di legge dei senatori Garofalo, Filomusi Guelfi ed altri, è rinviato alla seduta di lunedì.

Svolgimento di una interpellanza del senatore Levi Ulderico, al ministro della guerra.

LEVI U. Svolge la sua interpellanza al ministro della guerra per sapere se egli creda opportuno di escogitare qualche provvedimento per far concorrere all'acquisto dei cavalli stalloni quello di buone fattrici.

Tralascia di far solo cenno di ciò che su tale argomento fu detto in vari tempi nei due rami del Parlamento, nè rileva l'importanza della questione nei riguardi militari, economici e finanziari; poichè tutti sanno che noi siamo tributari di molti milioni all'estero per acquisto di cavalli.

Senza pretendere di veder rinascere i tempi in cui si esportavano, specialmente da Mantova, buoni cavalli, senza pretendere di veder risorgere le ottime razze che possedevamo, è legittimo desiderare che il paese, dalle immense spese per migliorare la produzione equina, possa trarre effetti più soddisfacenti, sia seguendo il metodo degli incroci e della selezione delle fattrici, sia provvedendole dall'estero.

Accenna alle osservazioni fatte su questa questione dalla relazione della Commissione di inchiesta sull'esercito, e soggiunge che, per indagini da lui fatte, gli è parso di aver constatato che gli effetti, fin qui ottenuti, non rispondano alle spese fatte. E siccome questo stato di cose è dovuto a deplorevoli accoppiamenti ed alla mancanza di fattrici, unì la sua voce a quella di autorevoli parlamentari, perchè fossero presi utili provvedimenti.

Ebbe approvazioni e promesse che poi non furono mantenute. Forse ora si va provvedendo, ma occorre che i provvedimenti siano resi noti, e che se ne dia lode all'on. Spingardi, e lo si esorti a circondare i provvedimenti, a cui ha ricorso, di guarentigie, incoraggiandolo a ripetere la prova, se ne sarà il caso. È ragione di incoraggiamento al ministro sono le prove sostenute su cavalli italiani da ufficiali, sottufficiali e soldati, a cui il Senato certo fa plauso (Benissimo).

Concludendo, spera di avere dal ministro soddisfacenti risposte, e augura che alle risposte seguano i fatti (Approvazioni).

RAVA BECCARIS. Ricorda che nella quarta relazione della Commissione d'inchiesta sull'esercito è trattata maestrevolmente la questione ippica militare.

La produzione equina dal 1876 in poi è aumentata del 45 per cento, ma non è migliorata in qualità. Infatti per il traino delle artiglierie bisogna ricorrere all'estero.

La relazione accerta che ogni anno l'Italia spende 30 milioni per acquistare i cavalli necessari all'esercito ed al paese. La sola pro- produzione aumentata in Italia è quella dei muli.

Osserva anche la relazione che l'azione del Governo, per ciò che riguarda la produzione equina, non è armonica; si divide fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e quello della guerra, che è il principale acquirente, e deve sottostare agli effetti dei metodi usati dal ministero d'agricoltura, industria e commercio per aumentare la produzione equina nel paese. Ed all'azione non armonica, dice la relazione, si aggiunge la confusione, perchè il servizio ippico presso il Ministero della guerra dipende da cinque uffici.

In fine la relazione fa proposte sulle quali non è ora il caso di discutere, ma che saranno esaminate, allorchè il Senato dovrà rivolgere la sua attenzione al bilancio dell'agricoltura, industria e commercio.

Quindi l'oratore si limita ad accennare alle conclusioni sconfortanti della Commissione d'inchiesta, dalle quali apparisce che per reclutare i 5000 cavalli che annualmente occorrono per la cavalleria, bisogna acquistarne circa 2000 all'estero.

In questa condizione di cose la mobilitazione dell'esercito si renderebbe molto difficile.

Legge le precise parole della relazione, e soggiunge che egli ha fiducia che il Ministero avrà provveduto, ma richiama sulla questione anche l'attenzione del ministro dell'agricoltura, industria e commercio, acciocchè dalla concorde cooperazione delle due Amministrazioni si possa giungere ad un risultato utile alla patria. (Bene).

GORIO. Non divide gli apprezzamenti che il senatore Bava-Beccaris ha fatto sulla relazione della Commissione d'inchiesta per l'esercito.

L'oratore rispetta tutte le opinioni, ma crede che la Commissione d'inchiesta sull'esercito abbia fatto piuttosto questione di uomini che di cavalli.

In quanto poi a proposte concrete intorno all'indirizzo da darsi per migliorare ed accrescere la produzione equina, egli si aspettava ben più dalla detta Commissione.

Crede che ci sia qualche esagerazione in ciò che il senatore Bava-Beccaris ha detto intorno alla produzione equina italiana.

Visitando una recente esposizione ippica in Sardegna, egli si è formata l'opinione che in breve volgere di anni l'Italia potrà giungere a provvedere al reclutamento dei cavalli per la cavalleria.

Conviene per altro col senatore Bava che vi è una effettiva deficienza di cavalli per il servizio dell'artiglieria; occorre quindi indirizzare la nostra produzione equina a soddisfare anche questo bisogno.

Fa plauso al ministro della guerra che si è messo sulla buona via per ciò che riguarda l'allevamento dei cavalli per l'artiglieria, per mezzo di fattrici irlandesi.

Egli è d'avviso che convenga anche tentare la prova di rinforzare le fattrici bretoni tolte dalle fattorie, col cavallo belga.

Lamenta che si sia fatta scomparire la razza di Persano che sarebbe stata ottima per l'artiglieria.

Concludendo, rinnova il suo plauso per l'azione svolta dal ministro della guerra.

DEL MAYNO. Gli oratori che lo hanno preceduto hanno tutti ammesso il fallimento del sistema seguito fino ad oggi. Certo chi ha avuto la direzione del servizio ippico non ha pensato all'esercito, e specialmente al cavallo da traino per l'artiglieria.

Il ministro ha pensato ad un provvedimento che potrà col tempo dare buoni risultati, ma certo è che ora per l'artiglieria vi è una vera deficienza dei cavalli adatti, e tutti gli anni bisogna ricorrere all'estero.

È geniale l'idea del ministro presente e del capo di stato maggiore di dotare l'artiglieria di un servizio automobilistico, per il quale scemerà il bisogno dei cavalli; potrà così essere agevolata la mobilizzazione, specialmente se il ministro potrà disporre di altri mezzi, ma, ripete, che per l'artiglieria da campo occorrono cavalli.

SPINGARDI, ministro della guerra. È stata oggi richiamata da competentissimi senatori l'attenzione del ministro su una questione di vitale interesse per l'esercito.

Si tratta di emanciparci dall'estero non solamente per i cavalli da sella, ma per il cavallo da tiro, pesante e rapido per l'artiglieria, per il quale siamo quasi completamente tributari dell'estero.

È lieto che gli sia stata data dal senatore Levi, l'occasione di assicurare il Senato che si è sulla buona via. La Commissione per la inchiesta sull'esercito ha fatto le sue proposte, di cui è dovere del ministro tener conto; il suo predecessore, senatore Casana, aveva già preparato quei provvedimenti a cui egli darà esecuzione, senza indugi, senza cambiare rotta (Bene).

D'accordo col ministro di agricoltura si vuol procedere alla costituzione di un buon contingente di cavalle fattrici, opportunamente scelte, che non è a sperare possano essere fornite dall'industria privata, perchè occorrono grandi capitali.

Sono stati dati ordini, che sono già in corso di esecuzione, per una distribuzione gratuita e temporanea di fattrici scelte a un certo numero di allevatori, che diano il maggiore affidamento. L'esperimento si fa nelle regioni della media e bassa Valle del Po; e si è già disposto anche per una rimonta speciale in Irlanda.

Certo l'esperimento iniziato non è scevro d'inconvenienti, tra i quali quello che gli allevatori possano sfruttare troppo le fattrici, ma a ciò sarà provveduto con opportuna vigilanza.

Assicura il senatore Levi che già si è pensato alla razionalità degli accoppiamenti, giustamente da lui accennata: si sono distribuite 400 fattrici, dopo averle fatte visitare e riconoscere adatte allo scopo; per ciascuna cavalla è stato già, d'accordo con gli allevatori, destinato lo stallone che deve coprirla.

Dice che l'Amministrazione militare si è riservata la prelazione sui prodotti ed ha anche pensato per un premio agli allevatori, dei quali sono giunte al Ministero ben 3000 domande.

Se l'esperimento riuscirà, esso sarà intensificato ed esteso anche ai cavalli da sella, fino a che l'industria privata potrà fare a meno dell'opera dello Stato.

Oltre ai premi rimuneratori e alla possibilità di vendita dei prodotti, assicurati agli allevatori, si è anche pensato ai concorsi regionali periodici.

Con questi provvedimenti e col concorso del Ministero di agricoltura, crede che si potrà sufficientemente provvedere ai bisogni dell'esercito e del paese (Benissimo).

Assicura il senatore Bava Beccaris che è proposito suo e del collega per l'agricoltura, di porre rimedio alla lamentata disarmonia nella questione ippica.

Riconosce che nel Ministero della guerra vi è un vero disordine nella trattazione delle cose ippiche; egli stesso qualche volta è incerto a quale, delle divisioni che le trattano, debba rivolgersi. Provvederà ad un nuovo ordinamento del servizio (Benissimo).

Deve dichiarare al senatore Del Mayno che ai precedenti ministri della guerra non è mancata la buona volontà di far bene, ma che le loro buone intenzioni sono state ostacolate dalle circostanze.

Dice che ormai il progresso della trazione meccanica è giunto a tal punto che le automobili potranno rendere buoni servizi all'esercito; è per questo che sono in corso contratti importanti per lo acquisto di macchine automobilistiche (Bene).

Ringrazia il senatore Levi, ed il Senato delle parole di lode che hanno avuto per la cavalleria italiana.

Ufficiali e truppa di quest'arma hanno dato recenti e continue prove di buon indirizzo nell'equitazione di campagna, e di una grande resistenza (Benissimo).

Il plauso del Senato sarà per la cavalleria incitamento a perseverare nella buona via, dando pieno affidamento che essa non sarà mai impari al compito che le spetta in tempo di guerra (Applausi — Molti senatori vanno a congratularsi coll'oratore).

DEL MAYNO. Replica per dichiarare che non intese muover critica all'azione dei precedenti ministri della guerra, ma al modo con cui in Italia è stata trattata la questione ippica, e traendo le sue deduzioni dai meschini risultati fin qui ottenuti.

LEVI ULDERICO. Ringrazia vivamente l'onorevole ministro delle risposte datêgli.

PRESIDENTE. Dichiara esaurita l'interpellanza.

Chiusura di votazione.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la votazione a scrutinio segreto.

I senatori segretari fanno la numerazione dei voti.

Discussione del disegno di legge: « Provvedimenti riguardanti gli ufficiali d'ordine delle Amministrazioni militari dipendenti, gli ufficiali d'ordine dei magazzini militari e gli assistenti del genio militare » (n. 195).

ARRIVABENE, segretario. Dà lettura del disegno di legge.

Non ha luogo discussione generale.

Senza osservazioni si approvano i primi tre articoli.

TARDITI, relatore. All'art. 4 chiede al ministro della guerra se intende che, per il passaggio dal vecchio al nuovo stipendio, debbano esser compresi nel nuovo stipendio anche i sessenni.

SPINGARDI, ministro delle guerra. Risponde affermativamente.

L'art. 4 è approvato; e, senza osservazioni, si approvano gli articoli 5, 6 e 7.

TARDITI, relatore. Rileva che l'art. 8 tende a correggere un errore amministrativo commesso nell'applicazione della legge 1904.

SPINGARDI, ministro della guerra. Si associa all'osservazione fatta dal relatore.

L'art. 8, ultimo del disegno di legge, è approvato.

Approvazione o rinvio allo scrutinio segreto di disegni di legge.

Letti dal senatore ARRIVABENE, segretario, sono approvati o rinviati allo scrutinio segreto, senza discussione, i seguenti disegni di legge:

Autorizzazione di spesa sul cap. n. 30 « Carabinieri reali - Assegni fissi » dello stato di previsione della spesa del Ministero della guerra per l'esercizio finanziario 1909-910, per l'aumento di trenta posti di capitani nell'organico dell'arma dei carabinieri reali (N. 194).

Eliminazione degli ufficiali non più idonei al proprio grado o esclusi definitivamente dall'avanzamento (N. 196).

Maggiori assegnazioni e diminuzioni di stanziamento su alcuni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero della guerra per l'esercizio finanziario 1909-910 (N. 191).

Presentazione di un progetto di legge.

CREDARO, ministro della pubblica istruzione, presenta il disegno di legge: « Concorso dello Stato nella spesa per la nona Esposizione internazionale d'arte della città di Venezia nel 1910 ».

Risultato di votazione.

PRESIDENTE. Annuncia il risultato della votazione a scrutinio segreto dei seguenti disegni di legge:

Provvedimenti per il demanio forestale di Stato e per la tutela e l'incoraggiamento della silvicoltura:

Votanti	130
Favorevoli	105
Contrari	25

(Il Senato approva).

Quinto censimento generale della popolazione, primo censimento industriale e riordinamento dei servizi della statistica:

Votanti	130
Favorevoli	120
Contrari	10

(Il Senato approva).

La seduta termina alle ore 17.30.

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Mercoledì, 4 maggio 1910

Presidenza del vicepresidente CAPPELLI.

La seduta comincia alle 14.

DI ROVASENDA, segretario, legge il processo verbale della seduta di ieri che è approvato.

In memoria del senatore Bernardo dei Tolomei.

PILACCI commemora brevemente il senatore conte Bernardo dei Tolomei, morto il 1° maggio in Siena, ricordandone le civili benemerenze (Approvazioni).

PRESIDENTE si associa, in nome della Camera, al tributo di rimpianto espresso dell'onorevole Pilacci alla memoria del senatore Tolomei.

CALISSANO, sottosegretario di Stato per l'interno, si associa in nome del Governo.

Completamento di Commissioni.

PRESIDENTE comunica che l'onorevole presidente della Camera, soddisfacendo all'incarico conferitogli dall'assemblea, ha chiamato gli onorevoli Lucifero e Di Rovasenda a far parte della Commissione incaricata di riferire sul disegno di legge:

Provvedimenti per il personale del Ministero della pubblica istruzione.

Interrogazioni.

GUARRACINO, sottosegretario di Stato per la grazia, giustizia e culti, risponde all'onorevole Mango, circa la questione dei locali giudiziari in Potenza.

Dichiara che, riconosciutasi la insufficienza e la poca convenienza degli attuali locali si è deliberato di trasferire gli uffici giudiziari al palazzo della caserma di San Luca.

Tale trasferimento non potrà però avvenire se non fra tre anni, quando sarà compiuta la nuova caserma. Si è in pari tempo provveduto ai miglioramenti più urgenti negli attuali locali.

Si sono pure iniziate, e sono a buon punto, le pratiche per trasferire immediatamente alla caserma di San Luca la Corte d'assise, conformemente al desiderio manifestato dal Foro di Potenza.

MANGO confida che al più presto possibile tutti gli uffici giudiziari possano essere trasferiti alla caserma di San Luca. Insiste sulla insufficienza dei locali della Corte di assise.

GUARRACINO, sottosegretario di Stato per la grazia, giustizia e culti, rilevando una allusione dell'on. Mango, esclude che il Ministero abbia influito a che in vista della insufficienza dei locali, non siano rinviati processi per suspicione alla Corte d'assise di Potenza.

Risponde all'on. Merlani sul rifiuto del tribunale di Tortona di esaminare un ricorso dei soci della Società operaia di mutuo soccorso di Castelnuovo Scrivia.

Dichiara che, chieste le opportune informazioni e fatto redigere in bollo il ricorso il tribunale ordinò la comparizione degli interessati, in conformità della legge. Non ci fu dunque nè rifiuto, nè oscitanza da parte del tribunale.

MERLANI, nota che decorsero quasi due anni prima che l'autorità giudiziaria si decidesse ad occuparsi di questi ricorsi. Ed anche nella procedura successiva vi furono le più gravi tardanze. Non è soddisfatto.

GUARRACINO, sottosegretario di Stato per la grazia e giustizia e culti, ripete che l'autorità giudiziaria non poteva seguire una diversa procedura.

DI SCALEA, sottosegretario di Stato per gli affari esteri, risponde all'on. Strigari che invoca provvedimenti per evitare che i piroscafi destinati alla emigrazione imbarchino a Genova, per provvista di bordo, vini greci.

Nota che non poteva vietarsi a questi piroscafi l'imbarco di vini

greci per i passeggeri di classe e per l'equipaggio. È stato però disposto che il vino da darsi agli emigranti sia sempre italiano; e si esercita la più attenta vigilanza perchè siffatta disposizione sia rigorosamente osservata.

STRIGARI, prende atto delle dichiarazioni e degli affidamenti dati, confidando che non abbiano a ripetersi gli inconvenienti avvenuti pel passato.

DI SCALEA, sottosegretario di Stato per gli affari esteri, assicura che anche recentemente sono state rinnovate le istruzioni per la opportuna vigilanza.

Si approva senza discussione il disegno di legge:

Aumento della dotazione del carbon fossile e di altri combustibili per la navigazione.

Seguito della discussione del disegno di legge: « Riordinamento delle scuole universitarie di Aquila, Bari e Catanzaro ».

PILACCI constata che con questa legge si vengono a creare nuove facoltà giuridiche, modeste ed incomplete. Ora, ciò si può ammettere per le scuole di Aquila, Bari e Catanzaro che già esistono, e che occorre riordinare, anche per la considerazione che in tutta l'Italia meridionale continentale non v'è che la sola grande Università napoletana.

Ma l'oratore non può assolutamente ammettere che le stesse disposizioni siano estese alla scuola di notariato di Firenze, che sorgerebbe come inutile concorrente delle storiche e gloriose Facoltà giuridiche di Pisa e di Siena. È perciò recisamente contrario all'articolo 3-*bis* proposto dalla Commissione.

CREDARO, ministro dell'istruzione pubblica, nota che la questione deve essere considerata dal punto di vista così degli interessi e dei diritti delle città di Aquila, di Bari e di Catanzaro, come dell'interesse generale degli studi e della scienza.

Ricorda le origini delle tre scuole dovute a Giuseppe Bonaparte e a Gioacchino Murat, e che rilasciavano un diploma detto di approvazione, col quale si passava poi all'Università, ove si conseguiva la licenza di secondo grado e la laurea.

Queste scuole rimasero durante la sopravvenuta reazione borbonica, come scuole di notariato di ostetricia e di farmacia; e furono mantenute anche dalla legge Imbriani, ritenendosi gli studi ivi compiuti validi pei corsi universitari.

Fu il regolamento del 1890 che vietò ai licenziati di quelle scuole la iscrizione al terzo corso di giurisprudenza. E il divieto fu mantenuto dai regolamenti successivi, creando un grave e legittimo malcontento nelle popolazioni interessate.

Il riordinamento di queste scuole significa dunque la reintegrazione di un diritto manomesso, all'infuori della volontà del Parlamento, da un semplice provvedimento amministrativo. (Benissimo).

Riconosce che quelle scuole hanno carattere professionale e non scientifico; ma con tale carattere esse furono istituite sull'esempio francese. E l'oratore è convinto che l'insegnamento superiore debba avere carattere universitario e scientifico, convenendo in ciò con quanto ebbe a dire l'on. Alessio.

Ma non crede che tale questione teorica possa sollevarsi per disconoscere i diritti quesiti di quelle scuole. D'altra parte non sarà un gran male se in questo modo si sfolleranno le pletoriche Facoltà giuridiche di Napoli e di Roma.

Esamina poi lo stato presente di queste scuole universitarie, dimostra che non è possibile lasciarle quali sono, povere di locali e di materiali, scarse di studenti, deficienti d'insegnanti, e non è possibile d'altra parte sopprimerle senza commettere un atto di vera violenza (Bene). Non resta che riformarle migliorandole e coordinandole agli studi universitari.

Quanto ai professori, ora compensati con stipendi irrisori, se ne potrà migliorare la scelta, quando gli stipendi, come ora si propone, saranno alquanto migliorati.

Confida che fra breve le stesse Provincie interessate vorranno farsi iniziatrici della trasformazione di queste scuole in altre forme più utili di insegnamento, e cioè in Istituti tecnici, agrari, industriali (Commenti).

Intanto per le esposte considerazioni, e soprattutto perchè si tratta di dare una dovuta soddisfazione a tre nobili città, prega la Camera di approvare la presente legge presentata dal precedente Ministero (Approvazioni).

CALAMANDREI, rivendica per la scuola di notariato di Firenze il diritto ad un trattamento uguale a quello che si propone per le altre scuole universitarie.

(Si approvano gli articoli 1 e 2).

MURATORI, riconosce che, se si provvede alle scuole di Aquila, Bari e Catanzaro, è doveroso provvedere anche alla scuola di Firenze.

Ma trova nel discorso dell'on. ministro la più efficace dimostrazione del pregiudizio, che questa legge arreca agli studi superiori.

Nega che sia mai stato legale il passaggio da queste scuole, che ebbero sempre carattere strettamente professionale, al terzo corso di giurisprudenza.

D'altra parte il fatto che quelle scuole sono disertate dagli studenti ne dimostra ad evidenza la inutilità. È perciò assolutamente contrario al concetto di trasformare tali scuole in vere e proprie Facoltà giuridiche pel primo biennio, tanto più quando con questo concetto sta nel più stridente contrasto la misura inadeguata degli stipendi proposti.

Afferma che questa legge risponde esclusivamente a piccoli e malintesi interessi locali (Interruzioni).

E la Camera darebbe prova di lealtà politica, dando voto contrario a questo disegno di legge, che il Governo avrebbe fatto bene di ritirare.

ROSADI avverte che dai corsi di notariato, esistenti presso le Facoltà di giurisprudenza, è ammesso il passaggio al terzo corso della stessa Facoltà. Non vi è dunque ragione di negare lo stesso passaggio per le scuole speciali, indipendenti dalle Facoltà.

O si abbia il coraggio di sopprimere queste scuole speciali, o si dia ad esse una ragione di vita.

COTUGNO ricorda che la città di Bari non ha mai trascurato di invocare il riordinamento della sua scuola universitaria.

DANEO dichiara che, presentando questa legge, intese rendere omaggio a reiterati voti della Camera. Quanto ad ammettere al terzo corso di giurisprudenza i licenziati di queste scuole, si tratta semplicemente di tornare a quello stato di cose, che era durato dal principio del secolo fino al 1890.

Del resto non v'è che un dilemma: o abolire queste scuole, o trasformarle così come in questa legge è proposto.

Quanto all'art. 3-*bis*, osserva che non può negarsi parità di trattamento alla scuola di notariato in Firenze, tanto più che il pregiudizio, che possono risentirne Pisa e Genova potrà essere facilmente per altra via compensato (Bene).

ALESSIO GIULIO, riafferma la necessità di mantenere le scuole all'altezza della funzione. Comprenderebbe una vera e completa università a Bari. Ritiene gli istituti monchi e rachitici, che questa legge vuole mantenere in vita, esiziali alla cultura nazionale. Voterà contro l'articolo terzo e contro tutta la legge.

CHIMIRRI, relatore, ripete che non si tratta di creare nulla di nuovo, ma di disciplinare istituti, che da un secolo esistono, e che hanno diritto di esistere. In nome dei diritti incontrastabili di tre ragioni prega la Camera di approvare l'articolo terzo, senza del quale la legge fallirebbe al suo scopo (Benissimo).

CREDARO, ministro dell'istuzione pubblica, assicura che nessun danno verrà agli studi di giurisprudenza se una parte degli studenti compirà in queste scuole il primo biennio. Trattasi di dare un po' di ossigeno a scuole moribonde (Commenti).

QUEIROLO propone la soppressione dell'articolo terzo (Rumori).

Ripete che non contrasta il riordinamento delle scuola di Aquila, Bari e Catanzaro. Ma è convinto di tutelare le ragioni dalla cultura superiore nazionale, opponendosi a che queste scuole si trasformino nel primo biennio di una Facoltà di giurisprudenza.

Con ciò si vulnera profondamente il concetto, altamente scientifico e schiettamente italiano, della Università degli studi.

Trova tanto più inopportuno che si vogliano riordinare ora queste scuole di notariato, quando è imminente una legge, che richiederà per l'esercizio del notariato la laurea in giurisprudenza.

Esorta quindi vivamente la Camera a respingere l'articolo terzo (Segni d'impazienza).

(La Camera approva l'articolo terzo).

PILACCI, ha combattuto questa legge per una giusta preoccupazione dello interesse degli studi. Epperò, ora che la Camera ha approvato l'articolo terzo, non si oppone che sia approvato l'articolo 3-*bis* relativo alla scuola di notariato di Firenze.

Fa voti che, in prossime occasioni, si abbia il debito riguardo alle Università di Pisa e di Siena. Si augura poi che, almeno nell'avvenire, si pensi a migliorare le condizioni degli insegnanti di queste scuole universitarie. (Bene).

CREDARO, ministro dell'istruzione pubblica, terrà presenti queste raccomandazioni.

(Si approvano gli articoli 3-*bis*, 4 e 5. — Si approva un art. 5-*bis* concordato fra Governo e Commissione e l'articolo transitorio).

Presentazione di relazione.

STRIGARI, presenta la relazione sul disegno di legge: Abolizione dei vincoli per la circolazione degli oli minerali nella zona doganale di vigilanza.

Discussione del disegno di legge sulla radiotelegrafia e radiotelefonia.

MONTU', ha fatto parte della Commissione incaricata dell'esame di questo disegno di legge, ed è ad esso favorevole. Crede opportuno stabilire quale sia la nostra condizione in materia di radiotelegrafia e radiotelefonia.

Rende omaggio agli studi dell'illustre professore Maiorana, ma crede doveroso ricordare le benemerenze che in questo campo ebbero anche a conquistare insigni stranieri.

Nota che si vuole estendere a questa materia il concetto del monopolio telegrafico e telefonico.

Non contrasta in massima questo principio. Solo vorrebbe che questa legge fosse meglio coordinata a quella dei telefoni e alla legge del 1883 sui telegrafi, facendo un testo unico, così di queste tre leggi come dei relativi regolamenti.

E ciò allo scopo di promuovere anche presso di noi la telegrafia privata con apparecchi stampanti, come si pratica all'estero su larghissima scala, utilizzando anche, come appunto si fa all'estero, gli impianti telefonici.

Il fenomeno fondamentale è unico: la trasmissione del pensiero umano a distanza mediante l'energia elettrica; unica ed armonica in tutte le sue parti deve essere la legge regolatrice.

E vorrebbe pure che fosse lasciato il necessario campo di azione all'iniziativa privata, a cui, nonostante la legge del 1853, si deve l'inizio della telefonia in Italia.

Raccomanda poi che il regolamento per la esecuzione di questa legge permetta tutti quegli accordi internazionali che risulteranno necessari per l'impianto di una perfetta rete radiotelegrafica.

Nota poi che il Marconi cedette bensì gratuitamente all'Italia i suoi brevetti, ma appose condizioni che limitano soverchiamente la nostra libertà d'azione per ben 14 anni.

Crede quindi che sarebbe conveniente offrire al nostso grande concittadino il giusto compenso della sua invenzione, ma riacquistare la nostra completa libertà per gli opportuni accordi internazionali.

Afferma però che con questo rilievo non intende menomare in alcuna parte le benemerenze del nostro illustre concittadino verso il paese.

Riassunte le vicende della mirabile scoperta del Marconi e ricordate le sue successive applicazioni, invoca, rivolgendosi al ministro della marina, che siano resi di pubblica ragione i risultati delle esperienze che da altri egregi tecnici si sono andate facendo, insistendo particolarmente sugli studi e sulle esperienze dell'Artom.

Raccomanda poi che non si sia troppo facili nell'incontrare spese considerevoli per quelle esperienze che sin da principio si presentino con poca probabilità di utili risultati, istituendo all'uopo un controllo affidato ad uomini competenti.

Lamenta viceversa che non siasi tenuto il debito conto di pregevolissime invenzioni italiane, come quella di Bellini e Tosi, lasciando che tali invenzioni emigrassero all'estero ove sono fruttuosamente applicate.

Osserva poi che, annesso alla divisione radiotelegrafica del Ministero delle poste, dovrebbe esistere un vero e proprio gabinetto di esperienze, e che anche l'Istituto superiore non dovrebbe essere chiuso ai privati studiosi di questa materia.

Vorrebbe anzi questo Istituto convertito in un grande tecnomasio che servisse non solo all'Amministrazione delle poste, ma anche a quelle dell'esercito e dell'armata e dei lavori pubblici, ed a cui fosse preposta una Commissione di uomini politici, tecnici e scienziati, che siano tutti elementi giovani di riconosciuta competenza.

Questa Commissione, di cui l'oratore sollecita la istituzione, dovrebbe anche funzionare come collegio consultivo in tutta questa materia.

Conclude dichiarando che voterà la legge, pur ritenendo che poteva esser migliore, inquantochè confida che il regolamento, studiato con la voluta larghezza da uomini competenti, potrà rimediare ai difetti della legge e rispondere a quelle esigenze che sono necessarie per disciplinare l'esplicazione di un sì importante mezzo di comunicazione, conquista del genio italiano e perciò vera gloria nazionale (Vive approvazioni — Congratulazioni).

Votazione a scrutinio segreto.

DI ROVASENDA, segretario, fa la chiama.

PRESIDENTE proclama il risultato della votazione segreta sui seguenti disegni di legge:

Aumento della dotazione del carbon fossile e di altri combustibili per la navigazione:

Favorevoli 230
Contrari 20

(La Camera approva).

Istituzione presso la Biblioteca Nazionale di Napoli di un'officina dei papiri ercolanesi:

Favorevoli 231
Contrari 19

(La Camera approva).

Modificazione nella composizione del Consiglio Superiore di marina:

Favorevoli 224
Contrari 26

(La Camera approva).

Modificazione alla tabella *A* annessa alla legge 14 luglio 1907, n 467:

Favorevoli 225
Contrari 25

(La Camera approva).

Autorizzazione di una maggiore assegnazione di L. 1,700,000 sul bilancio della marina per l'esercizio 1909-10 per la spedizione militare in Cina:

Favorevoli 218
Contrari 32

(La Camera approva).

Hanno preso parte alla votazione:

Abbiate — Abbruzzese — Abozzi — Agnesi — Aguglia — Alessio Giulio — Amici Giovanni — Amici Venceslao — Ancona — Are — Arrivabene — Artom — Astengo — Avellone.

Baccelli Alfredo — Baccelli Guido — Baragiola — Baslini — Bat-

telli — Benaglio — Bergamasco — Berlingieri — Bettolo — Bignami — Bissolati — Bocconi — Bolognese — Bonicelli — Borsarelli — Brunialti — Buccelli — Buonvino.

Cabrini — Caccialanza — Caetani — Calamandrei — Calissano — Calisse — Camera — Camerini — Cao-Pinna — Capaldo — Caputi — Carboni Vincenzo — Carcano — Carmine — Cartia — Casciani — Casolini Antonio — Cavagnari — Celli — Cermenati — Chiesa Pietro — Chimirri — Ciacci Gaspare — Ciappi Anselmo — Cimorelli — Ciocchi — Cipriani Gustavo — Cirmeni — Ciuffelli — Cocco-Ortu — Colonna Di Cesarò — Colosimo — Compans — Conflenti — Coris — Corniani — Cosentini — Costa-Zenoglio — Cotugno — Cottafavi — Credaro — Croce — Cutrufelli.

Da Como — D'Alì — Daneo — Danieli — Dari — De Amicis — De Benedictis — De Bellis — De Felice-Giuffrida — Del Balzo — De Luca — De Michele-Ferrantelli — De Nava — De Novellis — De Seta — De Viti-De Marco — Di Bagno — Di Cambiano — Di Lorenzo — Di Marzo — Di Palma — Di Robilant — Di Rovasenda — Di Saluzzo — Di Scalea — D'Oria.

Facta — Falletti — Faranda — Fasce — Faustini — Fazi — Ferraris Carlo — Ferri Enrico — Ferri Giacomo — Fradeletto — Francica-Nava — Frugoni — Fulci — Fusco Ludovico.

Galli — Gallini Carlo — Gallino Natale — Gallo — Gargiulo — Gattorno — Gazelli — Ginori-Conti — Giolitti — Giovanelli Alberto — Giovanelli Edoardo — Girardi — Giuliani — Graziadei — Guarracino — Gucci-Boschi.

Incontri.

Joele.

Lacava — Larizza — La Via — Leali — Lembo — Leone — Libertini Gesualdo — Loero — Lucchini — Lucernari — Luciani — Lucifero — Luzzatto Arturo.

Macaggi — Malcangi — Mancini Camillo — Mango — Manna — Maraini — Marazzi — Marsaglia — Masciantonio — Masi Saverio — Masi Tullo — Medici — Mendaja — Merlani — Messedaglia — Mezzanotte — Milana — Miliani — Modica — Molina — Montagna — Montauti — Montù — Morando — Morgari — Mosca Gaetano — Mosca Tommaso — Moschini — Muratori — Murri.

Nava — Negri de Salvi — Niccolini.

Padulli — Pagani-Cesa — Pala — Papadopoli — Paparo — Pastore — Patrizi — Pavia — Pellecchi — Pellerano — Perron — Piacci — Pipitone — Podestà — Pozzi Domenico — Pozzo Marco — Prampolini.

Queirolo.

Rasponi — Rava — Ricci Paolo — Richard — Ridola — Rienzi — Rizza — Rizzone — Roberti — Romeo — Rondani — Rosadi — Rossi Cesare — Rossi Eugenio — Roth — Ruggero — Ruspoli.

Sacchi — Salandra — Samoggia — Sanjust — Santoliquido — Saporito — Scaglione — Scellingo — Schanzer — Scorciarini-Coppola — Serristori — Sili — Simoncelli — Solidati-Tiburzi — Soulier — Squitti — Stoppato — Strigari — Suardi.

Talamo — Tamburini — Taverna — Tedesco — Teso — Torre — Toscanelli — Toscano.

Valenzani — Valle Gregorio — Valli Eugenio — Ventura — Venzi — Vicini — Visocchi.

Zaccagnino.

Sono in congedo:

Bizzozero.
Ciccotti.
Finocchiaro-Aprile.
Romanin-Jacur.

Sono ammalati:

Cimati.
Dal Verme.
Marsengo-Bastia — Matteucci — Mirabelli.
Paniè.
Testasecca.
Tovini.

Assenti per ufficio pubblico:

Manfredi Manfredo — Martini.

Interrogazioni e interpellanze.

DI ROVASENDA, segretario, ne dà lettura:

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il Governo, per sapere:

1° Se a seguito della recente sentenza della Corte di cassazione, che dichiara la competenza dell'autorità giudiziaria a conoscere della domanda di danni proposta contro lo Stato dal fallimento della *Mutual Reserve*, intenda adottare speciali provvedimenti perchè i fatti che diedero origine al litigio, non abbiano a ripetersi;

2° Se a garantire lo Stato pel caso che la domanda stessa venga accolta nel merito, il Governo non creda giusto ed opportuno di provvedere la chiamata in causa, per l'eventuale rilevo, di colui o di coloro che il lamentato fatto dannoso posero in essere.

« Pala ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di agricoltura, industria e commercio sulle condizioni della cattedra di agricoltura della provincia di Catanzaro, che per difetto o sparpagliamento di personale, si trova nella quasi impossibilità di funzionare.

« Lucifero ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il presidente del Consiglio, ministro dell'interno, sull'azione del Governo in occasione dell'ultima riforma doganale francese, nonchè sui mezzi con cui intenda scongiurare i gravissimi danni che ne sono derivati all'industria lombarda dei mobili dai dazi proibitivi votati dalla Camera francese.

« Taverna ».

« I sottoscritti chiedono d'interrogare il presidente del Consiglio dei ministri per conoscere se intenda di presentare alla Camera un disegno di legge per accordare una pensione vitalizia ai volontari superstiti delle guerre per l'indipendenza italiana.

« Pais, Gattorno ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere a qual punto sono la compilazione del regolamento sulla legge della navigazione interna e gli studi relativi alla classificazione delle più importanti linee navigabili.

« Bignami ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare i ministri dell'interno e di agricoltura, industria e commercio, per sapere in qual modo abbia potuto avvenire sotto il controllo dell'autorità prefettizia, la dispersione del patrimonio collettivo dell'Università agraria di Frascati, e quali provvedimenti si intenda di prendere al riguardo.

« Podrecca ».

« I sottoscritti chiedono d'interpellare i ministri competenti per sapere a quale punto si trovi la pratica per la rivendica dei demani del comune di Lecce; e perchè, dal 1861 - epoca in cui vennero meno i commissari repartitori - si sia abbandonata la procedura di accertamento e di reintegra di tutti gli altri demani di Terra d'Otranto.

« Samoggia, Morgari ».

La seduta termina alle 18.15.

RESOCONTO SOMMARIO — Giovedì, 5 maggio 1910

Presidenza del vice presidente FINOCCHIARO-APRILE.

La seduta comincia alle 14.

DA COMO, segretario, legge il processo verbale della seduta precedente, che è approvato.

Comunicazioni del presidente.

PRESIDENTE comunica i ringraziamenti della famiglia dell'on. Pavoncelli per la commemorazione fatta dalla Camera in onore dell'illustre estinto.

Interrogazioni.

GALLINO, sottosegretario di Stato per le finanze, risponde al-

l'on. Eugenio Valli il quale invoca una tassa su tutte le insegne scritte in lingue straniere, devolvendone l'intero importo a favore della « Dante Alighieri ».

Dichiara che tale tassa costituirebbe una duplicazione di quella che già i Comuni sono autorizzati ad imporre sulle mostre ed insegne: onde il Governo non crede di potere accogliere l'idea esposta dall'interrogante, pure altamente apprezzando il nobile movente che la inspira.

CALISSANO, sottosegretario di Stato per l'interno, si associa a queste dichiarazioni.

VALLI EUGENIO, rileva che la sua interrogazione si inspirava ad un elevato ideale patriottico; al fine, cioè, di ostacolare in qualche modo la progressiva infiltrazione straniera, che si verifica specialmente in alcuni paesi di confine. Crede perciò necessario difendere strenuamente ed efficacemente la lingua nazionale (Vive approvazioni) contro l'abuso di redigere insegne, manifesti, tabelle esposte al pubblico in lingua straniera, seguendo un antico pregiudizio spiacevole anche agli stranieri stessi più intelligenti (Benissimo).

Prega perciò il Governo di modificare l'art. 10 della legge 14 luglio 1874; e intanto, mentre si propone, occorrendo, di presentare una proposta di legge in proposito, dichiara di non essere soddisfatto delle risposte ottenute (Vivissime approvazioni).

DE SETA, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, risponde all'on. Negri de Salvi, il quale chiede se, in seguito alla promulgazione del regolamento 29 luglio 1909, n. 710, che contiene contro gli automobilisti disposizioni rigorose e vessatorie, non ritenga di fare esercitare una maggiore vigilanza nel fare osservare, anche ai conducenti di altri veicoli, le disposizioni contenute nel titolo II del regolamento 8 gennaio 1905, n. 24, le quali, venendo costantemente trasgredite, sono causa di frequenti infortuni, senza che le competenti autorità si siano mai curate di provvedere.

Dichiara che il Ministero ha, con recenti circolari, provveduto nel senso indicato dall'onorevole interrogante.

NEGRI DE SALVI, prende atto delle promesse dell'onorevole sottosegretario di Stato, trattandosi di provvedere al migliore assetto di una industria fiorente che si trova ora grandemente danneggiata da arbitrarie disposizioni di regolamento che non possono essere nemmeno applicate.

Afferma che un gran numero di accidenti automobilistici dipendono dalla colpa e dal mal volere di coloro che conducono altri veicoli (Rumori e interruzioni); e conclude pregando il Governo di continuare alla Commissione in proposito nominata dal ministro Rubini il mandato che le era stato conferito.

DE SETA, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, terrà conto di questa raccomandazione.

Risponde quindi all'on. Leali il quale domanda come e da chi sieno stati firmati biglietti di ferrovia gratuiti, distribuiti a chi non vi aveva diritto. Prega l'interrogante di precisare il fatto cui si riferisce, dappoichè egli fa una denunzia di reato contro ignoti.

LEALI risponde che il reato è stato commesso da colui che ha firmata la tessera di libera circolazione sulle ferrovie; onde il Governo ha il dovere di ricercare il colpevole e di accettarne le responsabilità.

Per il cinquantenario della spedizione dei Mille.

PRESIDENTE (Sorgendo in piedi. I ministri e tutti gli onorevoli deputati sorgono in piedi).

Onorevoli colleghi! M'incombe un alto dovere: quello di ricordare che cinquant'anni fa, in questo giorno, dallo scoglio di Quarto muoveva Giuseppe Garibaldi coi Mille verso la Sicilia.

Il pensiero degli italiani si volge oggi con riconoscenza infinita agli animosi, che, consacrando la loro vita ad un'impresa temeraria, raccolti attorno al sommo duce, mossero da Quarto verso la Sicilia, raccogliendo l'appello del popolo siciliano ancora una volta insorgente contro la mala Signoria (Benissimo, Bravo).

Cominciò così quella che sembra oggi una leggenda; la marcia gloriosa che da Marsala a Calatafimi, a Milazzo, a Palermo, al Volturno, fu l'affermazione più grande che ci tramandi la storia, dello slancio unanime di un popolo per la conquista della sua unità e della libertà (Vivissime approvazioni).

È perciò che oggi in ogni terra italiana si celebra il ricordo di quel giorno memorando.

La Camera, associandosi a queste solenni manifestazioni, si rende interprete sicura del sentimento unanime del paese (Applausi).

Vada in questo giorno il nostro saluto riconoscente e l'omaggio del nostro affetto, e di quello dell'Italia tutta, alla grande memoria di Giuseppe Garibaldi, ai suoi valorosi compagni caduti, ai superstiti gloriosi; e il saluto che parte dall'Assemblea della Nazione, da questa Roma italiana, che fu l'aspirazione della loro vita, sia nuova consacrazione di quegli ideali, in nome dei quali l'Italia è sorta, e nei quali riposano la sua grandezza e il suo avvenire (Vivi, unanimi e prolungati applausi).

FRADELETTO, si unisce di gran cuore alle nobili parole del presidente per ricordare l'eroica impresa di uno scarso manipolo di venturieri dell'ideale che seppero compiere il maggiore e più risolutivo atto per l'unità della patria al grido di « Italia e Vittorio Emanuele » che consacrava ancora una volta il patto di alleanza fra popolo e monarchia. (Vivissimi applausi).

Invia un saluto di reverenza e di gratitudine infinita al Duce immortale e a tutti i seguaci di quell'ora suprema (Vivissimi applausi) e in tutte le altre battaglie combattute per la patria una e libera. (Applausi).

Conclude ricordando i molti uomini insigni che, dopo aver seguito Garibaldi sui campi insanguinati, prestarono i loro servizi al paese nei più alti uffici dello Stato; compreso fra questi il presidente della Camera (Approvazioni) che è spiacente di non vedere oggi al suo posto (Vivi applausi — Molti deputati si congratulano con l'oratore).

GATTORNO, rievoca le difficoltà fra cui la mirabile impresa dei Mille si iniziò, le splendide vittorie con le quali si compì.

Augura che il ricordo della patriottica e nobile gesta sia d'incitamento all'Italia per realizzare intero il sogno di grandezza per quale i tanti gloriosi suoi figli sparsero il loro sangue (Vivissime approvazioni).

BETTÒLO, dice essere sacra ad ogni anima italiana la data memoranda dell'eroica spedizione dei Mille; e, associandosi alle parole dei precedenti oratori, manda un saluto a tutti coloro che cooperarono all'impresa gloriosa (Applausi).

PANTANO, si unisce, in nome della Sicilia, al saluto riconoscente che il popolo italiano tributa agli eroi dell'impresa gloriosa (Benissimo). Manda in particolar modo un saluto all'on. Riccardo Luzzatto, unico superstite nella Camera della schiera dei Mille (Applausi).

MAZZA, si associa alla rievocazione dell'epopea dei Mille in nome di Roma che fu l'obbiettivo primo ed ultimo di Giuseppe Garibaldi.

Manda un saluto ai pochi superstiti dei gloriosi compagni dell'Eroe che sbarcarono a Talamone, e a tutti coloro che combatterono sotto i suoi ordini per la libertà e l'indipendenza d'Italia (Vivissime approvazioni).

MURATORI, si associa ai precedenti oratori nell'omaggio ai legionari di Garibaldi combattenti, sotto gli ordini del Grande Duce, per il supremo ideale dell'unità della patria.

Ricorda il nome di Francesco Crispi che ebbe tanta parte nella spedizione dei Mille (Applausi) e quello dell'on. Riccardo Luzzatto che ne è oggi nella Camera il solo superstite (Applausi).

LACAVA, si associa al saluto commosso e memore a Garibaldi e ai suoi soldati (Applausi).

SUARDI, si unisce pure alla commemorazione in nome della Provincia che diede duecento suoi figli all'eroica schiera (Vivi applausi).

CHIMIRRI, non può non associarsi all'omaggio reso dalla Camera e dal paese alla schiera di quegli eroi che a buon diritto furono chiamati gli Argonauti della libertà (Applausi).

LUZZATTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno (Segni d'attenzione), rileva che la rivoluzione italiana giganteggia nella storia per opera e virtù di coloro che, da Vittorio Emanuele a Maz-

zini, da Garibaldi a Cavour (Applausi) consacrarono il pensiero e il braccio alla fortuna della patria (Vivissime approvazioni).

Aggiunge che la memoria dei nostri grandi e di quanti con essi cooperarono alla ricostituzione dell'Italia sarà sacra eternamente nell'anima nazionale (Vivissimi, generali applausi — Molti deputati si congratulano col presidente del Consiglio).

Verificazione di poteri.

PRESIDENTE, mette ai voti la proposta della Giunta delle elezioni di convalidare l'on. Canepa a deputato del primo collegio di Genova.

(La Camera approva).

Svolgimento di una proposta di legge.

SCORCIARINI-COPPOLA, svolge una proposta di legge per la quale sono dichiarate rurali tutte le strade non comprese tra le nazionali, provinciali o comunali e che conducono alle campagne: e sono considerate strade rurali pubbliche quelle le quali servono principalmente al pubblico transito e che ai loro due estremi mettono capo o ad un'altra strada pubblica, o ad un qualunque luogo pubblico e di pubblico uso; mentre sono considerate private quelle altre le quali servono esclusivamente per dare accesso ad una o più proprietà private.

Soggiunge che a tutte le spese provvederà il consorzio degli interessati (Bene).

SACCHI, ministro dei lavori pubblici, esamina la portata della proposta, e consente, con le consuete riserve, che sia presa in considerazione (Bene).

(È presa in considerazione).

Presentazione di relazioni.

CAMERA presenta le relazioni sui seguenti disegni di legge:

Conversione in legge del R. decreto n. 106 del 31 gennaio 1909 che approva la convenzione per l'esercizio da parte dello Stato della ferrovia a vapore tra la stazione di Desenzano ed il lago di Garda;

Modificazioni all'organico del personale di educazione e di sorveglianza dei riformatorî governativi.

DI CAMBIANO presenta la relazione sul seguente disegno di legge:

Modificazione alla legge 24 dicembre 1908, n. 719, per il riordinamento della contabilità delle Casse postali di risparmio.

Seguita la discussione del disegno di legge: sulla radiotelegrafia e sulla radiotelefonia.

BATTELLI ritiene utile disciplinare il servizio radiotelegrafico, nelle condizioni in cui ora si trova, col sistema del monopolio di Stato. Ma col presente progetto di legge non si provvede alla necessaria organizzazione per gl'impianti, gl'ingrandimenti e le modificazioni di un'industria che va così rapidamente evolvendosi.

La radiotelegrafia, che pochi anni fa era allo stato di tentativi, ora trasmette il nostro pensiero a distanza di circa 3000 chilometri, con spesa relativamente piccola di energia; talchè con apparecchi che permettano uso di maggiori quantità di energia e permettano maggiore sensibilità alle onde elettriche, noi possiamo sperare di superare le distanze che ci separano dal nuovo mondo.

Ma ancora molti difetti rimangono da correggere alla radiotelegrafia (basti quello del non poter avere la comunicazione unica fra due determinate stazioni) e molti perfezionamenti si aspettano e vanno facendosi di giorno in giorno.

Rileva essere grandemente difficile dare un'organizzazione opportuna a questo servizio, che può dirsi trovasi ancora allo stato empirico, e soggiunge essere necessario istituire un organismo che attenda alla scelta e ai confronti dei sistemi, che possa guidare gli impianti, sperimentare le nuove invenzioni, preparare un adatto personale tecnico. Tali istituti esistono già in Francia, in Germania, in Inghilterra, in America, oltre le stazioni di studi e di ricerche che in quei paesi hanno le compagnie radiotelegrafiche.

Concludendo, presenta il seguente ordine del giorno:

« Il Governo prende impegno di presentare prossimamente un disegno di legge per la costituzione di un organismo che soddisfi agli odierni bisogni dell'insegnamento e degli studi della radiotelegrafia » (Vive approvazioni).

BIGNAMI si associa alle considerazioni e raccomandazioni degli onorevoli Montù e Battelli; osservando che, per il servizio radiotelegrafico e radiotelefonico, non è opportuno applicare un criterio rigoroso di monopolio, non potendosi nè prevedere, nè disciplinare il progressivo sviluppo di questo sistema di comunicazioni.

Prega perciò il ministro di dichiarare se intenda di mitigare col regolamento gli eccessivi vincoli che il disegno di legge stabilisce per le private iniziative (Bravo).

FERRARIS MAGGIORINO, concorda nel criterio informatore del disegno di legge; ma invita il ministro a tener presente che ai servizi telefonici e telegrafici non si è assegnata nemmeno una minima parte dei fondi necessari al loro normale funzionamento, e che occorre provvedere immediatamente.

Riconosce che la Direzione generale dei telefoni compie miracoli di abilità e di energia per fare quanto è possibile; ma è certo che, per l'assoluta mancanza di mezzi, il servizio non può procedere in modo tollerabile; onde bisogna decidersi a soddisfare efficacemente le legittime esigenze delle popolazioni (Approvazioni).

CIUFFELLI, ministro delle poste e telegrafi, rileva che in Italia mancava finora qualsiasi norma legislativa per la radiotelegrafia e radiotelefonia; il che poteva dar luogo a gravissimi inconvenienti di vario ordine.

Nota che il disegno di legge si limita a segnare le disposizioni essenziali, lasciando al regolamento le norme speciali; il che era reso necessario dal continuo evolversi di questo ramo della scienza.

Dichiara che il disegno di legge non è di monopolio, ma solamente riserva allo Stato il diritto di monopolio per il giorno in cui la radiotelegrafia e la radiotelefonia potranno avere più vasta applicazione.

Aggiunge, anzi, che il Governo è disposto a favorire tutte le iniziative private e degli enti locali, che non solo in questo argomento, ma anche per il servizio telefonico, possano utilmente integrare l'azione dello Stato (Approvazioni).

Espone lo stato attuale di fatto per il servizio radiotelegrafico in Italia, ed annunzia che la stazione di Coltano è già costruita, e che probabilmente, entro il 1910, sarà in grado di funzionare e di corrispondere colle varie nazioni d'Europa e con le due Americhe.

Dichiara che il Governo si preoccupa di non farsi trovare impreparato ad una eventuale organizzazione statale del servizio radiotelegrafico; che intanto, specie per la marina, si è provveduto alla istruzione di un personale adatto; e che si farà fuor di dubbio tuttociò che occorre affinchè l'Italia sia in grado, anche in questo, di tenere il suo posto fra le nazioni civili.

Conclude raccomandando alla Camera l'approvazione del disegno di legge (Vivissime approvazioni).

LEONARDI-CATTOLICA, ministro della marina, nota che il Ministero della marina ha dato modo di fare esperimenti radiotelegrafici a tutti gli inventori che davano sufficienti garanzie.

Circa all'insegnamento di questo ramo della scienza ricorda che già da tempo funziona a Spezia una scuola che ha dato buoni risultati, e che da quest'anno se ne è aperta una anche a Roma.

Per tutte le altre considerazioni fatte dagli oratori si rimette alle dichiarazioni del ministro delle poste e telegrafi, esprimendo l'avviso che occorrano accordi internazionali per disciplinare tutta la materia radiotelegrafica.

Dichiara che farà argomento di sollecito studio l'ordine del giorno presentato dall'on. Battelli (Bene).

MONTÙ, per fatto personale, ripete di non aver voluto nè giudicare, nè biasimare i risultati sperimentali dei varî metodi che sono stati sottoposti a studio per le comunicazioni radiotelegrafiche.

BONICELLI, relatore, nota che alla Commissione parlamentare non spetta il compito di difendere il disegno di legge dal punto di vista tecnico e scientifico, e che perciò si rimette alle dichiarazioni fatte

in proposito dai ministri delle poste e della marina, compiacendosi della unanimità del consenso della Camera al disegno di legge (Approvazioni).

CIUFFELLI, ministro delle poste e dei telegrafi, prega l'on. Battelli di modificare il suo ordine del giorno nel senso di invitare il Governo a studiare l'opportunità di presentare un disegno di legge.

BATTELLI, consente.

(La Camera approva, così modificato, l'ordine del giorno del deputato Battelli. — Si approva anche l'art. 1).

MONTÙ, all'art. 2, raccomanda che la Commissione permanente consultiva non sia costituita con criteri esclusivamente scientifici, ma anche con personalità tecniche e politiche, o che l'Istituto superiore postale e telegrafico sia messo in grado di rispondere degnamente alla sua alta funzione.

CIUFFELLI, ministro delle poste e dei telegrafi, terrà conto di queste raccomandazioni.

(Si approvano l'articolo 2 e gli altri del disegno di legge con alcune modificazioni suggerite dall'onorevole ministro delle poste e dei telegrafi).

Presentazione di relazioni e di un disegno di legge.

AGUGLIA, presenta la relazione sui segueti disegni di legge:

Maggiori e nuove assegnazioni sui capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero delle poste e dei telegrafi per l'esercizio finanziario 1909-910;

Nuove e maggiori assegnazioni e diminuzioni di stanziamento per L. 1,988,552.07 sui capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero delle poste e dei telegrafi per l'esercizio finanziario 1909-910.

SAPORITO, presenta la relazione su cinque disegni di legge per maggiori assegnazioni ai bilanci dei Ministeri dell'interno, poste e telegrafi, guerra e agricoltura.

Presenta altresì la relazione su di un disegno di legge per convalidazione dei decreti Reali per prelezione di somme dal fondo di riserva.

FALLETTI, presenta la relazione sul disegno di legge: Maggiore stanziamennto per l'esercizio delle stazioni radiotelegrafiche coloniali e per l'impianto di nuove stazioni al Benadir.

PAIS-SERRA, presenta la relazione sullo stato di previsione della spesa del Ministero della guerra pel 1910-911.

LEONARDI CATTOLICA, ministro della marina, presenta un disegno di legge per variazioni su alcuni capitoli del bilancio della marina.

Interrogazioni e mozioni.

CAMERINI, segretario, ne dà lettura.

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per conoscere le intenzioni del Governo in merito al bacino di carenaggio di Messina.

« Cutrufelli ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il presidente del Consiglio, ministro dell'interno, e il ministro della guerra sul funzionamento dei ricreatori militari di Roma e sul contegno tenuto dalle autorità militari del presidio di questa città rispetto ai medesimi.

« Pecoraro ».

« Il sottoscritto chiede di interrogare i ministri dell'interno e dell'istruzione pubblica per sapere se è vero che a Modica, in una recente occasione, mentre si è lasciata piena libertà a professori che fecero pubbliche manifestazioni anticlericali, non siasi praticato altrettanto con un professore di matematica che prese parte a manifestazioni cattoliche, non incompatibili col suo ufficio, e ciò mediante un richiamo fattogli indebitamente dalle autorità scolastiche.

« Pecoraro ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro degli affari esteri intorno ai suoi intendimenti e circa le pratiche col Governo francese per la fondazione di un ospedale per gli italiani in Marsiglia.

« Eugenio Chiesa ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle poste e telegrafi sulla franchigia postale accordata alla *Rivista delle comunicazioni.*

« Eugenio Chiesa ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'istruzione pubblica per sapere se intenda prendere in benevola considerazione le ripetute domande dei custodi degli scavi di Pompei per assicurare in modo definitivo il miglioramento della loro condizione morale ed economica.

« Dentice ».

« La Camera,

Considerato che in tutte le Amministrazioni, eccetto che in quelle provinciali dipendenti dal Ministero dell'interno (prefetture e sottoprefetture) si è sistemata negli organici la posizione degli scrivani.

Considerato che gli stipendi degli scrivani delle prefetture e sottoprefetture - i quali hanno un orario di lavoro non lieve - è così meschino da non bastare ai bisogni più urgenti della vita, e sono inferiori financo a quelli degli uscieri.

Considerato che non si provvede neanco all'avvenire di quei poveri lavoratori con pensione di riposo, e neanco si considerano le vedove e gli orfani di quegli impiegati.

Delibera:

Che il Governo voglia parificare le condizioni degli scrivani di prefetture e sottoprefetture, anche ai fini degli stipendi e delle pensioni, a quelli degli applicati delle altre Amministrazioni.

« Lodovico Fulci, Solidati-Tiburzi, Messedaglia, Masi, Della Pietra, Cosentini, Avellone, Di Stefano, Pecoraro, Ciocchi, Ciacci, Grassi-Voces, Niccolini, Gesualdo Libertini, Antonio Casolini, Staglianò, Salvia, Alfonso Fusco, De Tilla, Aliberti, Da Como, Leone, Faranda, Pellegrino, Amato, Cotugno, De Benedictis, Cutrufelli, Auteri-Berretta, Pasquale Libertini, Gargiulo, Cerulli, Giacomo Ferri, Pacetti, Lucernari, Buonanno, Camerini, Ferrarini, Callaini, Battaglieri, Pilacci, Patrizi, Giovanni Amici, Faustini, Fazi, Edoardo Giovanelli, Attilio Rota, Bonomi, Benaglio, Chiaradia, Morpurgo, Hierschel, Girardini, Gregorio Valle, Gangitano, Gallo, Cimorelli, Ludovico Fusco, La Lumia, Valeri, Dell'Arenella, Joele, Conflenti, Galimberti, Giaccone, Calleri, Di Saluzzo, Ciccarone, Mezzanotte, Berenga, Ettore Mancini, Ciraolo, Manna, Celli, Bonopera ».

« La Camera, prevedendo che molti piccoli Comuni non potranno trovarsi in grado, prima della scadenza della legge 8 luglio 1903, n. 31 (che avrà luogo nel luglio 1911) di intraprendere la costruzione delle rispettive strade di accesso alle stazioni ferroviarie od ai porti omonimi o viciniori, e verrebbero così a perdere il beneficio sancito dagli articoli 1 e 10 della detta legge, con grave loro iattura, invita il Governo a presentare senza ritardo un progetto di legge col quale le disposizioni contenute nei detti articoli vengano rese applicabili senza limitazione di tempo, o quanto meno prorogate per un decennio.

« Goglio, Rastelli, Buccelli, Lucchini, Cesare Rossi, Ottavi, Di Saluzzo, Mezzanotte, Agnesi, Chimienti ».

La seduta termina alle 18.5.

DIARIO ESTERO

Non è propriamente il caso di ricordare *dum Romae consulitur*... perocchè il Parlamento turco non si è perduto in vane discussioni, ma ha adottato dei seri provvedimenti; certo è però che questi sono insufficienti alla gravità degli avvenimenti. Alla Camera dei deputati il Gran Visir, riferendo la situazione in Albania, disse:

Il Governo crede che il movimento non si debba ad eccitamenti stranieri, ma solo all'istigazione di capi influenti. Speriamo che la insurrezione cesserà presto totalmente; il Governo farà giustizia con clemenza ed invierà in Albania una Commissione di riforma, ma solo quando l'ora comandante delle truppe annuncierà il ristabilimento definitivo dell'ordine. Il Governo si oppone quindi all'invio in Albania di una Commissione parlamentare d'inchiesta.

La Camera approvò la condotta del Governo per ciò che riguarda l'invio di una Commissione d'inchiesta respingendone la proposta, ma non si limitò a questo soltanto: essa chiese che si provveda adeguatamente alle impellenti necessità che la rivolta albanese va creando. Ecco intanto i telegrammi intorno agli ultimi conflitti in Albania.

Costantinopoli, 4. — Secondo una statistica ufficiale, i ribelli ebbero 250 morti nel combattimento avvenuto il 23 dello scorso aprile nella gola di Tchernaliovo e 50 morti nel combattimento del primo maggio a Nikvotch. Da parte loro le truppe ebbero due soldati leggermente feriti. Tra i ribelli che sono stati uccisi si notano alcuni capi albanesi.

Un *iradè* imperiale conferma al comandante in capo il diritto di proclamare lo stato d'assedio in tutti i luoghi ove fosse ritenuto necessario.

Costantinopoli, 4. — Dispacci privati annunziano che un sanguinoso combattimento avrebbe luogo attualmente a Djakova.

Gli insorti avrebbero occupato la città.

Si assicura che un battaglione turco, che si dirigeva verro Djakova, sarebbe stato sorpreso in un'imboscata dagli arnauti e sarebbe stato obbligato a ritirarsi ad Ipek, dopo avere subito forti perdite.

Vienna, 5. — Il *Correspondenz Bureau* riceve da Costantinopoli:

Si assicura che Djakova è stata occupata dagli insorti; il fumo si innalza al disopra della città.

A Printzend si teme un attacco da parte degli albanesi che occupano Djakova. La strada da Versovic a Pritzrend è sbarrata dalle truppe.

Notizie da fonte sicura annunziano che gli albanesi hanno attaccato con un imboscata una colonna di munizionamento nelle vicinanze di Gilan.

Sei soldati sono rimasti uccisi, e sedici feriti. Centoventi che erano stati disarmati, sono stati rilasciati in libertà.

Gli albanesi si sono imbadroniti di 48 casse di munizioni.

Salonicco, 5. — Le truppe che sotto gli ordini di Deschembi Bey si recano da Uskub verso l'alta Albania hanno compiuto i loro movimenti senza incontrare resistenza da parte delle popolazioni ed hanno effettuato la loro unione con le truppe di Torgut pascià. Non vi sono ribelli che verso Djakova, ove del resto essi rimangono inattivi.

Cernalyevo, sulla strada di Prizrend, è ancora nelle mani dei ribelli.

Salonicco, 5. — Fino a nuovo ordine è sospeso ogni [ulteriore invio di soldati in Albania.

Le truppe cercano di costringere alla resa mediante la fame i ribelli che sono ancora in armi.

Oggi sono partite truppe per sgomberare la gola di Cernaljevo, posta sulla via di Pritzrend, ove si trovano ancora arnauti in attitudine ostile.

Djavid pascià è rientrato ad Uskub, riprendendo la carica di comandante della quinta divisione.

La notizia della cessione del sangiaccato di Novi-Bazar da parte della Turchia all'Austria, che più di una volta venne messa fuori e smentita, ricompare in qualche giornale estero, ma stavolta all'Austria si è aggiunto un nuovo acquirente.

Da Budapest telegrafano al *Neue Wiener Journal*:

Da qualche tempo si assicura nei circoli politici seri che il conte Aehrenthal ha avviato trattative con la Turchia per l'acquisto del sangiaccato di Novi-Bazar.

Per quanto la notizia possa sembrare strana, bisogna però constatare che, dopo la retrocessione del sangiaccato alla Turchia, seri circoli militari dichiararono intempestiva quest'azione del conte Aehrenthal. Non è quindi escluso che per ragioni strategiche sia ora nuovamente necessario il riacquisto di quel territorio.

Parimente da Belgrado telegrafano che il giornale *Beogradskè Novinè*, che ha fama di serio e bene informato, pubblica:

Taluni circoli politici turchi accoglierebbero favorevolmente l'idea di cedere alla Serbia l'antico Sangiaccato di Novi-Bazar con la missione di ristabilirvi l'ordine, perocchè la pacificazione di quel paese esige degli sforzi e delle spese sproporzionati all'importanza che il Sangiaccato ha per l'Impero ottomano. È però da ricordarsi che il Governo serbo ha più volte dichiarato che le notizie intorno alla compra-vendita del Sangiaccato di Novi-Bazar sono assolutamente destituite di fondamento.

La lotta elettorale in Ungheria, quantunque le elezioni non siano ancora indette, continua accanita come si era annunziata. Da Budapest, 4, telegrafano in merito:

Domani mattina sarà tenuta alla presidenza del Consiglio dei ministri una conferenza in cui si stabilirà la data delle nuove elezioni. Il presidente dei ministri si recherà entro questa settimana a Vienna per presentare al Re le proposte del Governo. Il 10 maggio si pubblicherà il decreto che convoca il nuovo Parlamento. Il Re arriverà l'11 maggio a Budapest.

Nel collegio elettorale di Karansebes (distretto di Bozovics), durante un comizio nel quale il candidato del partito nazionale del lavoro, Burdia, esponeva il suo programma, scoppiò tra i suoi elettori e quelli del suo avversario, Vlad, un conflitto. Un partigiano di Burdia fu ucciso; due altri furono feriti mortalmente.

***

Il silenzio che durava da qualche giorno, da parte della stampa estera intorno all'insurrezione cinese, non era che la calma che precede la tempesta.

Le notizie che giungono ora sono nuovamente allarmanti. Un dispaccio da New-York, 4, dice:

Notizie dalla provincia di Kiang-si pervenute ad Han-Keu segnalano uno stato di agitazione e dicono che 2000 Hunanensi sono penetrati nella provincia di Hu-pè, raggiungendo Ta-yè. La situazione è grave.

Un susseguente telegramma in data di ieri spiega alquanto il movente dei disordini. Esso è così concepito:

Un dispaccio da Ciang-scia dice che il termine accordato per la conclusione del prestito per la ferrovia Han-kow-Canton sarà pro-

babilmente prorogato in seguito ai recenti torbidi nella provincia di Hunan. Si sono acquistate nuove prove che i torbidi sono stati dolosamente provocati da persone influenti della provincia, allo scopo di dimostrare l'opposizione del popolo alla partecipazione estera in una tale impresa.

Il cinquantenario della spedizione dei Mille

La grande famiglia italiana ha celebrato ieri degnamente nelle principali città e anche nelle più modeste borgate una delle glorie più fulgenti del risorgimento nazionale: la spedizione dei Mille, della quale ricorreva ieri il cinquantesimo anniversario.

A GENOVA.

Malgrado il tempo poco promettente, la metropoli ligure era, iermattina, di primissima ora imbandierata, animata, festante. I trams elettrici circolavano imbandierati fra le popolatissime vie.

Alle 8 nel grande stadio costruito in piazza di Francia ebbe luogo la premiazione degli alunni delle scuole civiche.

Lo stadio era affollato di pubblico ed affollate erano pure le alture circostanti. Tremila alunni cantarono il coro « I Mille e il loro Duce », composto dal direttore generale delle scuole, Canevello, con accompagnamento di bande; sono stati poi cantati fra scroscianti applausi, l'inno Reale e gli inni di Garibaldi e di Mameli. Quindi dodicimila scolari, tra maschi e femmine, eseguirono insieme esercizi ginnastici su motivi di inni patriottici.

Lo spettacolo, imponente e pittoresco, entusiasmò la folla immensa. Assistevano il prefetto, sen. Garrone, il sindaco e la Giunta municipale, i deputati Fiamberti, Croce e Speranza, il comm. Ronco e molte altre autorità civili e militari.

Finita la cerimonia, il prefetto, il sindaco e le autorità, in carrozze di gran gala, si recarono allo scoglio di Quarto, ove venne deposta una magnifica corona di bronzo.

Al monumento di quarto deposero nella mattinata ricchissime corone di fiori la R. marina, il municipio di Nervi, l'associazione pro-Quarto e la massoneria di Genova e di Livorno. La folla raccolta intorno allo scoglio applaudiva vivamente le autorità. Prestavano servizio d'onore i soci della Federazione garibaldina indossanti la camicia rossa e guardie e carabinieri in alta tenuta.

Alle 8.30, partendo dalla sede dell'Istituto, si recarono a Quarto gli studenti dell'Istituto tecnico « Vittorio Emanuele » con bandiera e deposero sullo Scoglio una grande corona di bronzo. Alla stessa ora vi si recarono pure, partendo in corteo dall'Università, gli studenti universitari, preceduti dalla musica e dalla storica bandiera di Mameli e recando una corona di fiori. L'avv. Coda tenne loro sullo Scoglio un applaudito discorso. Gli studenti cantarono in coro l'inno di Garibaldi.

Alle 10 si recarono a Quarto i superstiti genovesi dei Mille e poco dopo il Consiglio provinciale, le rappresentanze di tutti i vari corpi di esercito, con ufficiali superiori preceduti da un plotone di bersaglieri ciclisti e da musiche militari e una rappresentanza dell'armata composta del contrammiraglio Nicastro collo stato maggiore e i comandanti delle navi, che si trovano in porto, si sono recati in corteo allo scoglio di Quarto.

È stata deposta sullo scoglio una grandissima corona tricolore in palme, rose e garofani con un nastro e dedica.

Al Politeama Genovese, gremito di oltre tremila invitati, per iniziativa di un Comitato popolare, Pio Schinetti ha tenuto un'applauditissima conferenza sula spedizione dei Mille.

Al Poligono del Velino è stata stamane inaugurata una grande gara di tiro a segno cui partecipano pure, nelle gare loro riservate, buon numero di veterani.

Intorno ai monumenti di Vittorio Emanuele II, di Garibaldi e di Mazzini sono stati eretti pennoni con orifiamme e catene di lampadine elettriche che vennero nella serata accese.

La facciata del teatro Carlo Felice è decorata cogli stemmi delle città ove si svolsero fatti d'arme garibaldini.

Alle ore 15,20 al Giardino pubblico dell'Acquasola si è formato un imponentissimo corteo delle associazioni popolari.

Vi parteciparono 17 Società di reduci garibaldini di diversi Comuni italiani che indossavano la storica camicia rossa, le rappresentanze di parecchi Municipi, del Consiglio provinciale di Massa e Carrara, parecchi consiglieri comunali di Genova e circa 200 società politiche e operaie, le leghe ed associazioni con oltre 200 bandiere e otto musiche.

Prendevano parte al corteo 298 labari della Massoneria italiana, preceduti dal Grande Oriente di Roma, dal Gran maestro Ettore Ferrari.

Altre 66 Società erano rappresentate dal Comitato.

Il corteo preceduto dalle guardie municipali, dai ciclisti della Croce bianca e dai membri del Comitato, sfilò in piazza Corvetto dinanzi ai monumenti di Mazzini e di Garibaldi al suono dell'inno di Garibaldi tra grandi ovazioni e applausi.

Il corteo proseguì quindi per via Roma, piazza De Ferrari, via XX Settembre, San Francesco d'Alvaro, Sturla, tra due ale di popolo, mentre le musiche suonavano inni patriottici accolti da nutriti applausi e si recò allo Scoglio di Quarto.

A causa dell'enorme folla che si accalcava lungo il percorso, il corteo delle Associazioni popolari giunse allo Scoglio di Quarto a tarda ora.

Le bandiere sfilarono dinanzi al monumento, mentre le musiche suonavano inni patriottici fra entusiastici applausi. Furono deposte numerose corone sullo storico Scoglio.

Quindi il sindaco di Quarto pronunciò un applaudito discorso.

Il corteo si è poscia sciolto e le rappresentanze garibaldine si recarono alla sede del municipio di Quarto, dove è stato offerto loro un sontuoso rinfresco.

*** Nel pomeriggio al teatro Carlo Felice, coll'intervento di una immensa folla di invitati, l'on. deputato Celesia tenne per incarico del municipio di Genova, la conferenza su « Garibaldi e i Mille ».

L'oratore, dopo aver ricordato con elevate parole le gesta degli eroi del 1860, incitò gli italiani a cooperare per il bene di una patria grande, fiera e forte.

L'on. Celesia è stato frequentemente interrotto da applausi e salutato alla fine della conferenza da una interminabile ovazione mentre l'orchestra suonava l'inno di Garibaldi, sotto la direzione del maestro Mancinelli.

Quindi è stata eseguita la cantata *Notte di Quarto* del maestro Tarenghi, la quale ha provocato un immenso entusiasmo. Gli invitati in piedi e gli studenti, che agitavano i loro berretti, hanno applaudito lungamente gridando: « Viva l'Italia! Viva Garibaldi! Viva Genova! ». È stato chiesto il *bis* che è stato accordato fra nuove ovazioni.

Gli esecutori sono stati chiamati al proscenio.

Alle 18 la folla ha lasciato il teatro.

Le Società garibaldine, prima di recarsi allo Scoglio di Quarto, hanno deposto una corona sul monumento di Nino Bixio in via Corsica.

*** Alla sera gli edifizi pubblici e molti privati erano illuminati. La piazza Corvetto, ove sorgono i monumenti a Vittorio Emanuele II e a Mazzini, e piazza De Ferrari, dove sorge quello di Garibaldi, erano sfarzosamente illuminate a lampadine elettriche. Le piazze e le vie principali erano animatissime.

Il sindaco ricevette ieri numerosissimi telegrammi di saluto da molti Municipi, da Associazioni, da deputati, da Comitati regionali di veterani, da molti enti e da privati.

Notevole è il seguente del sindaco di Palermo:

« Commemorandosi oggi il 50° anniversario della gloriosa spedizione che da Quarto a Palermo e al Volturno rinnovò la gesta dei favoleggiati Argonauti, Palermo redenta rivolge alla superba regina del Mediterraneo il suo riconoscente saluto.

« Sindaco: *Trigona* »

A MILANO.

Un grande corteo si è formato ai bastioni di Porta Nuova, alle 14.30, e si è mosso per Porta Garibaldi verso il centro della città.

Il corteo percorse le vie Broletto, Dante, Bonaparte tra due fitte ali di popolo plaudente.

Vi presero parte reduci, veterani garibaldini, Società e Circoli politici, Associazioni educative e sportive, Società operaie, la Camera del lavoro, la Società di resistenza e di miglioramento e lo seguivano migliaia di cittadini.

Le musiche suonavano inni patriottici e le bandiere ondeggiavano fittissime.

Al passaggio dei reduci sono stati gettati fiori dai balconi, mentre si acclamava entusiasticamente.

Il corteo passò dinanzi al monumento di Garibaldi, dove sono state poste corone accanto a quella fatta portare nella mattinata dal municipio, e quindi si avviò verso l'Arena, dove parlarono l'on. Eugenio Chiesa e l'avv. Costa.

A TORINO.

Alle ore 16, nell'aula della Mole Antonelliana è avvenuta la solenne commemorazione del cinquantenario della spedizione dei Mille a cura di un Comitato appositamente costituito per festeggiare la solennità della data.

Vi intervennero il prefetto, il sindaco, l'on. senatore Villa, molte autorità civili e militari, i garibaldini nella storica camicia e vari ufficiali superiori, nonchè gli alunni di tutte le scuole con rispettive bandiere e numerosissimi invitati.

L'on. senatore Faldella tenne il discorso commemorativo durato oltre un'ora rievocando tutti i particolari dei preparativi della spedizione e illustrandone i principali fatti d'armi.

L'oratore con parola calma e vibrata ricordò la parte avuta da Cavour e dai principali uomini politici di quel tempo, e i giudizi dati sull'epica campagna dai più illustri storici. Ricordò il giudizio dato da Giovanni Bottero, il quale ha qualificato Cavour come il sommo politico e Garibaldi come il sommo generale.

L'oratore chiuse con un'alata invocazione agli italiani, che dall'epica spedizione traggano esempio per cooperare sempre alla grandezza della patria.

L'oratore è stato vivamente applaudito, mentre le musiche suonavano la marcia Reale e l'inno di Garibaldi.

Un lungo corteo, muovendo dal corso San Maurizio, lentamente percorse le vie principali della città dirigendosi al monumento Vittorio Emanuele II. Vi parteciparono le Società patriottiche, gli studenti di tutte le scuole maschili e femminili, le rappresentanze delle autorità civili e militari e moltissime Società operaie.

Il corteo commemorò la storica partenza dei Mille dallo Scoglio di Quarto e, sfilando dinanzi ai monumenti di Vittorio Emanuele, Cavour e Garibaldi, rese tributo di omaggio ai grandi fattori della nostra indipendenza ed alla memoria dei prodi che caddero e morirono per la patria.

L'imponente corteo era aperto da un gruppo di volontari ciclisti: seguivano gli studenti delle scuole elementari, delle scuole secondarie e dell'Università tutti con gonfalone. Notati in modo speciale tre tamburini dell'antico esercito sardo che vestivano la storica uniforme.

Seguivano i rappresentanti di tutte le Società politiche, operaie e ginnastiche, un gruppo di ufficiali appartenenti a tutti i corpi militari di stanza a Torino, il rappresentante del prefetto e quello del sindaco e il generale Gili, presidente del Comitato ordinatore.

Giunto il corteo al monumento di Vittorio Emanuele II, gli studenti universitari circondarono il monumento, mentre le musiche suonavano inni patriottici.

Giunse intanto in vettura un gruppo di garibaldini, che depose una corona di bronzo, senza iscrizioni, ai piedi del monumento, tra un triplice *urrà* degli studenti, mentre le bandiere si inchinavano in segno di saluto e gli ufficiali salutavano militarmente.

La cerimonia semplice, senza discorsi, è riuscita veramente imponente.

Il corteo riprese quindi il suo cammino lungo il corso Vittorio Emanuele tra gli applausi della gente che si affollava ai balconi.

Pel corso Cairoli il corteo giunse al monumento di Garibaldi, ove è stata deposta un'altra corona.

A MELEGNANO.

Un grandioso corteo, composto di parecchie migliaia di persone, si recò al Castello mediceo.

Nel vasto salone del Castello il prof. Ludovico Gorio pronunciò una applauditissima conferenza sui Mille, mettendo specialmente in rilievo le gesta compiute dal concittadino generale Dezza.

Il corteo si recò quindi ad inaugurare una lapide nella casa ove nacque il Dezza.

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

S. M. la Regina Alessandra d'Inghilterra, l'altrieri alle 11, con treno speciale, è partita da Venezia per Milano, salutata alla stazione da S. A. R. il duca degli Abruzzi e ossequiata dal console d'Inghilterra.

Alle ore 15.50 giunse a Milano.

Viaggiando la Regina in forma privatissima, nessuna autorità si recò alla stazione.

Sua Maestà non discese dal treno, il quale ripartì alle 16.5 per Chiasso.

S. A. I. il principe Fushimi del Giappone, nel mattino di ieri, proseguì a visitare i principali monumenti della città e fermandosi in vari negozi fece importanti acquisti.

Nel pomeriggio assistè alla seduta della Camera dei deputati e poscia si recò a Villa Umberto I per vedervi il corso dei fiori.

Ieri sera in suo onore fuvvi un pranzo presso S. E. il barone Hayaski, ambasciatore di S. M. il Mikado. Al pranzo, oltre i personaggi del seguito di S. A. I. e quelli dello Ambasciate, furono invitati e presero parte le LL. EE. il ministro degli esteri senatore marchese di San Giuliano e il sottosegretario di Stato onorevole principe di Scalea, il ministro della guerra senatore generale Spingardi, il conte Gianotti prefetto di palazzo, il generale Brusati primo aiutante generale di Sua Maestà, il nobile comm. Mattioli, ministro della R. Casa, l'onorevole marchese Cappelli, presidente dell'Istituto internazionale d'agricoltura, S. E. l'ambasciatore d'Ingilterra sir Rennel Rodd, il conte di San Martino, presidente dell'Esposizione generale di Roma.

S. E. il presidente del Consiglio, onor. Luzzatti, si scusò.

Dopo il pranzo, S. A. R. fece ritorno all'Hôtel Excelsior.

Le LL. AA. RR. il principe e la principessa di Galles hanno accettato il patronato dell'ospedale italiano di Londra.

S. M. il Sultano di Zanzibar è giunto ieri a Napoli, con numerosissimo seguito.

Il Sultano è disceso all'Hôtel Bertolini e quindi in automobile fece un giro per la città, visitando i principali monumenti.

Il Sultano ripartirà domani per Parigi.

Al confine orientale. — L'*Agenzia Stefani* comunica:

« Appena il Governo italiano ha avuto notizia dei reclami relativi ai lavori del genio civile austriaco nell'alveo del Chiese, si è messo in rapporto col Governo austro-ungarico per provvedere di comune accordo ».

*** Un altro comunicato della stessa *Agenzia*, da Brescia, in data 4 corrente (ore 23), reca:

« L'autorità politica austriaca ha ordinato la sospensione dei lavori nell'alveo del fiume Chiese ».

Il concorso delle Vittorie. — La Commissione giudicatrice dei bozzetti presentati al concorso di seconda gara per la esecuzione di due Vittorie destinate alla decorazione del ponte Vittorio Emanuele II, in Roma, ha terminato il suo esame ed ha prescelto per la esecuzione le Vittorie presentate dagli artisti signori Cataldi Amleto e Piffaretti Francesco.

In conformità delle disposizioni del bando di concorso, fino al 7 corrente, nei locali della palestra comunale all'Orto botanico, verrà riaperta al pubblico la Esposizione dei bozzetti suddetti, dalle ore 10 alle 12 e dalle 15 alle 18.

Corso dei fiori. — Nonostante il cattivo tempo, la geniale festa primaverile, organizzata dall'Associazione italiana per il movimento dei forestieri a scopo di beneficenza, riuscì abbastanza animata. Certo non raggiunse il brio e la vivacità dei passati anni, nei quali venne favorita da splendide giornate; ma sul tardi, migliorato il tempo, molte carrozze ed automobili bellamente addobbate con fiori scelti, si recarono a villa Umberto, ed il corso dei fiori, la gentile battaglia fra i pedoni, le tribune e le vetture si fece animata e divertente, senza che si avesse a deplorare nessun inconveniente.

Il corso ebbe termine verso le ore 19.

Congressi. — A Palermo, iermattina, alle 10.30, nella sala delle lapidi al palazzo municipale, si è inaugurato il IX congresso dell'Associazione dei Comuni italiani.

Nell'atrio e nell'ampio scalone addobbato con piante facevano servizio d'onore le guardie municipali in alta tenuta.

Al banco della presidenza sedevano il sindaco conte Trigona, il prefetto conte Rovasenda e l'on. Greppi, presidente dell'Associazione dei Comuni italiani.

Erano presenti il vice presidente dell'Associazione, comm. Orefici, sindaco di Brescia, il segretario generale Caldara, i rappresentanti di moltissimi Comuni, le autorità civili e militari e numerosi invitati.

Ha parlato per primo il sindaco di Palermo, portando il saluto della città, lodando il Consiglio direttivo ed il presidente onorevole Greppi, che condussero l'Associazione a conseguire splendidi risultati. Ha affermato che Palermo, che ebbe tanta parte nel raggiungimento dell'unità d'Italia, è ben degna sede dei lavori del Congresso.

Il suo discorso è stato applauditissimo.

Ha poi parlato l'on. Greppi, rilevando che il viaggio dei rappresentanti dei comuni italiani a Palermo è mosso dal fascino dell'isola e dal desiderio di propaganda per gli scopi dell'Associazione, ma è altresì un simbolo del viaggio dei Mille che si iniziò sono oggi 50 anni. Ha infine proposto l'invio di un reverente saluto ai Mille ed ai Comitati di Genova e di Quarto, applauditissimo.

Il comm. Lusignoli ha indi portato il saluto di Roma, molto acclamato; ed infine l'avv. Caldara ha letto la relazione finanziaria e morale dell'Associazione.

Il Congresso iniziò nel pomeriggio i suoi lavori.

*** A Venezia, pure iermattina, si è inaugurato, nella sala del Sansovino, in Palazzo reale, il Congresso della Lega navale italiana, alla presenza di S. A. R. il Duca degli Abruzzi, presidente onorario del Congresso, del sindaco conte Grimani, del prefetto conte Nasalli-Rocca, degli onorevoli Foscari ed Aprile, dell'ammiraglio Viotti e di molte altre autorità e notabilità.

Prese per primo la parola l'on. Foscari, presidente della sezione veneta della Lega navale, il quale, dopo avere dato il benvenuto agli ospiti ed aver porto i ringraziamenti alle autorità, rivolse il suo saluto riverente e riconoscente al Duca degli Abruzzi, che volle onorare la istituzione della Lega navale intervenendo a questa cerimonia e concedendo il suo patronato ai lavori del Congresso.

L'on. Foscari soggiunse che, per la inaugurazione del Congresso della Lega navale italiana, non si poteva scegliere giorno più propizio di questo anniversario della partenza dei Mille da Quarto e della cerimonia delle Nozze del mare celebrantesi in Venezia nei secoli scorsi; e dopo avere tracciato le finalità della Lega ed avere auspicato alle nuove opere marittime rispondenti ai bisogni del paese, l'on. Foscari concluse che la Lega navale ha fatto e continuerà a fare quanto le spetta.

L'on. Foscari è stato applauditissimo.

Quindi parlò il sindaco conte Grimani, portando il saluto della città e bene auspicando per i risultati del Congresso.

L'ammiraglio Viotti portò l'adesione del ministro della marina trattenuto a Roma da impegni di Stato e il prefetto conte Nasalli Rocca portò il saluto del Governo.

Quindi l'on. Aprile, presidente generale della Lega navale italiana, pronunciò il discorso inaugurale esponendo le finalità della Lega, che ha un ufficio essenzialmente patriottico e concludendo che, mentre le altre nazioni pensano all'avvenire, noi dobbiamo per lo meno tutelare il presente. Quindi aprì il Congresso a nome del Re, palladio della patria.

Il Duca degli Abruzzi si recò a complimentare gli oratori bene augurando per i lavori del Congresso, quindi si allontanò ossequiato dalle autorità.

I congressisti partirono per Chioggia, dove si inizieranno i lavori del Congresso.

Fra colleghi. — L'Associazione ligure dei giornalisti ha offerto a Portofino Kulm un banchetto ai giornalisti riuniti a Congresso.

Brindò l'on. Canepa per l'Associazione ligure dei giornalisti. L'on. Barzilai, presidente della Federazione nazionale della stampa, pronunziò un applauditissimo discorso sulla missione della stampa, che deve sempre elevare l'opinione pubblica ed incitò le Associazioni federate a dare fermo appoggio ed incremento alla Federazione nazionale della stampa.

Quindi parlarono l'assessore Poggi, a nome di Genova, il console generale di Francia, Palleo; tutti furono applauditissimi.

L'orchestra suonò l'inno di Garibaldi, la Marsigliese e la marcia Reale, fra ovazioni.

Quindi i congressisti lasciarono Portofino Kulm e si recarono a Rapallo, ove è stato loro offerto un sontuoso ricevimento.

La missione ottomana in Italia. — L'altro ieri, a Venezia, all'Excelsior Palace Hôtel al Lido, ebbe luogo il banchetto in onore degli escursionisti ottomani offerto dal sindaco conte Grimani e dal presidente della Camera di commercio di Venezia, comm. Suppiei.

Alla tavola d'onore sedevano, oltre il conte Grimani e il comm. Suppiei, il prefetto conte Nasalli-Rocca, Nessib bey, presidente del Comitato turco, e parecchie altre autorità italiane e turche.

Il magnifico ed ampio salone dell'Excelsior Hôtel era sfarzosamente illuminato ed ornato con fiori a profusione e presentava un aspetto veramente ammirevole.

Allo Champagne parlarono il prefetto, il presidente della Camera di commercio, il sindaco, il comm. Jaccarino, Nessib bey, il comm. Franzoni, il sig. D'Aoum Lewy, direttore del *Giornale di Salonicco* e altri, tutti applauditi.

Gli escursionisti ottomani, accompagnati dal comm. Jaccarino, partirono iermattina con treno speciale per Padova.

Alla stazione si trovavano il presidente della Camera di commercio ed in rappresentanza del sindaco l'ing. Chiggiato, il quale, a nome della città, rivolse in francese un saluto e un ringraziamento agli ospiti turchi. Molta folla assisteva alla partenza e la musica

cittadina suonò prima l'inno turco e poi quello italiano, tra l'entusiasmo generale.

Gli escursionisti affacciati ai finestrini del treno acclamavano a Venezia e all'Italia.

Alla stazione di Padova gli escursionisti vennero ricevuti dalle autorità. Poscia si recarono a visitare le officine elettriche e meccaniche della Società veneta.

A mezzogiorno gli industriali e i commercianti della città offrirono una colazione in onore degli ospiti.

La colazione ebbe luogo all'Hôtel Fanti.

L'on. conte Corinaldi, presidente della Camera di commercio, pronunziò un discorso, terminando con l'esprimere i voti più vivi per il prossimo avvenire dell'Impero ottomano e per lo sviluppo, sulla base incrollabile della reciproca fiducia, dei sentimenti di amicizia profonda e sincera che esistono già fra le due nazioni.

Poi parlarono l'on. senatore Levi Civita, il sindaco ed altri, ai quali rispose Nessib bey, capo degli escursionisti. Tutti gli oratori sono stati applauditissimi.

La comitiva poi recossi a visitare la grande bonifica alla Sesta Presa, compiendo il viaggio in automobile. L'on. deputato Romanin-Jacur fece gli onori di casa, illustrando l'opera di bonifica e ponendo in rilievo i grandi vantaggi da essa arrecati all'agricoltura. Gli escursionisti si interessarono del problema delle bonifiche che è ora allo studio nel loro paese.

Ieri sera il Municipio offrì un pranzo in onore degli ospiti nella monumentale sala della Ragione, trasformata in giardino.

Dopo il banchetto ebbe luogo un brillante ricevimento nei saloni municipali al quale sono intervenute tutte le autorità, le notabilità cittadine e numerosi invitati.

I componenti la Missione ottomana dimostrarono la loro viva riconoscenza per le calorose accoglienze.

Gli escursionisti ottomani si recheranno a visitare la Mostra a Pontevigodarzere.

Marina militare. — Sabato scorso, alle 14, giunse a Venezia la prima divisione della squadra del Mediterraneo al comando del vice ammiraglio De Orestis. Sono entrate nel bacino di San Marco la nave ammiraglia *Regina Margherita* e le navi *Napoli* e *Agordat*, salutate dagli equipaggi delle navi ancorate nel porto e dalle salve della nave ammiraglia *Tripoli*.

La nave *Benedetto Brin* si è ancorata agli Alberoni.

Il vice ammiraglio De Orestis si recò a far visita al comandante la piazza forte, ammiraglio Viotti, che gli restituì la visita.

Marina mercantile. — Da Colombo ha proseguito per Bombay l'*Ischia*, della N. G. I. e da Barcellona per il Plata l'*Umbria*, della stessa Società. — Da Aden è partito per l'Italia il *Birmania*, pure della N. G. I., e da Barcellona per Genova il *Regina d'Italia*, della stessa Società. — Il *Virginia*, del Lloyd italiano, ha transitato da Capo Sagres per Genova. — Il *Principessa Mafalda*, del Lloyd italiano, ha proseguito da Rio de Janeiro per Genova, dove giungerà il 16 corr.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

CRISTIANIA, 4. — Roosevelt è giunto ed è stato ricevuto alla stazione dal Re, dalla Regina, dai ministri, dalle autorità municipali e dai membri del Comitato pel premio Nobel.

I Reali con Roosevelt e la famiglia si sono indi recati al Palazzo Reale tra entusiastiche dimostrazioni della folla.

CETTIGNE, 4. — La Missione rumena è giunta nel pomeriggio.

Il primo aiutante di campo e l'ufficiale d'ordinanza del principe si erano recati in automobile alla frontiera per salutare la Missione per incarico del principe.

La Missione fu ricevuta al suo arrivo a Cettigne dal maresciallo di Corte che dette il benvenuto a nome del principe.

Stasera il maresciallo di Corte offre un banchetto in onore della Missione, che sarà ricevuta in udienza solenne dal principe domani.

BERLINO, 4. — Il *Berliner Correspondenz* dichiara inesatta la affermazione secondo la quale l'imperatore avrebbe invitato od ordinato al pallone militare che manovrava a Colonia di recarsi ad Homburg.

Invece il viaggio venne ordinato dall'autorità militare di Colonia che agì di sua propria iniziativa; e, quantunque l'imperatore avesse richiamato l'attenzione sui repentini cambiamenti del tempo nella regione di Tannus, l'autorità militare, credette ordinare ugualmente la partenza del pallone, tanto più che i bollettini meteorologici non erano sfavorevoli.

COSTANTINOPOLI, 4. — *Camera dei deputati.* — Si approva, con 153 voti contro 29, il credito per l'appannaggio ai Damadi (mariti delle principesse imperiali).

WASHINGTON, 4. — Il Senato ha modificato completamente il *bill* relativo alle ferrovie, che era sostenuto dal presidente Taft.

COSTANTINOPOLI, 4. — Il ministro delle finanze, Djavid Bey, ha ritirato le sue dimissioni in seguito al voto col quale la Camera dei deputati ha approvato oggi gli appannaggi ai Damadi.

PARIGI, 4. — Il ministro degli affari esteri di Russia Iswolsky è partito oggi col *Nord Express.*

CADICE, 5. — Lo yacht inglese *Enchanteress* è giunto con a bordo il primo ministro inglese H. H. Asquith e il primo lord dell'Ammiragliato Mac Kenna i quali passeranno in rivista la squadra del Mediterraneo e poi ripartiranno per Gibilterra.

BERLINO, 5. — Stamane il ministro degli esteri russo, Isvolsky, in viaggio da Parigi a Pietroburgo, ha fatto una visita al segretario di Stato per gli affari esteri, Schoon.

CRISTIANIA, 5. — Roosevelt, al quale quando era presidente degli Stati Uniti fu assegnato uno dei premi Nobel, ha tenuto oggi una conferenza sulla pace internazionale, dinanzi al Comitato per il premio Nobel.

Roosevelt ha espresso la soddisfazione provata per l'onore fattogli e ha detto che lascerà la medaglia d'oro come ricordo ai suoi figli e consacrerà il denaro del premio per formare il nucleo di una fondazione per fare progredire la causa della pace industriale.

Ha esposto la necessità di frenare l'avidità di una parte del capitale e la violenza di una parte del lavoro, e di pendere alla equità ed alla giustizia fra uomo ed uomo, fra nazione e nazione, per portare così la nostra vita a un più alto livello.

L'oratore ha soggiunto che nella causa della pace internazionale si può fare un grande progresso seguendo vie diverse. Ha accennato ai trattati di arbitrato che tutte le nazioni veramente civili dovrebbero concludere comprendendovi tutte le questioni che possono sorgere fra le nazioni, ed ha propugnato l'ulteriore sviluppo del tribunale dell'Aja. Si può fermamente sperare che i vari Governi d'Europa d'accordo con quelli d'America e d'Asia raggiungeranno questo risultato.

Roosevelt crede pure possibile limitare gli armamenti, specialmente navali, mediante un accordo internazionale. Quando vi fosse sincerità di propositi le grandi potenze di tutto il mondo non dovrebbero trovare difficoltà insormontabili. Un grande passo infine potrebbe essere fatto se le grandi potenze formassero una lega della pace per prevenire colla forza che la pace venga turbata da altri Il capo di una nazione o l'uomo di Stato che potesse portare a compimento tale combinazione, avrebbe assicurato il suo posto nella storia e acquistato un titolo alla gratitudine dell'umanità.

LONDRA, 5. — Il bollettino sullo stato di salute del Re Edoardo, pubblicato stasera alle 7.30, dice: Il Re è malato di bronchite ed è costretto da due giorni a restare in letto.

Le sue condizioni destano qualche inquietudine.

WASHINGTON, 5. — La Commissione della marina del Senato ha approvato in massima il *bill* già votato dalla Camera che autorizza la costruzione di due nuove corazzate nel 1911.

BIRMINGHAM (Alabama), 5. — È avvenuta nel pomeriggio un'esplosione nella miniera di carbone di Palos, distante 48 km. da Birmingham.

Centocinquanta minatori sarebbero rimasti morti.

CETTIGNE, 5. — Il principe Nicola ha ricevuto oggi la missione rumena.

Il generale Budisteau ha consegnato al principe una lettera autografa del Re Carlo ed il Gran cordone ed il Collare dell'ordine di Carlo I.

Il generale ha pronunziato un discorso al quale il principe Nicola ha riposto in termini cordialissimi.

LONDRA, 5. — Fino alle ore 11 di stasera non si era verificato alcun cambiamento nelle condizioni di salute del Re Edoardo.

NEW YORK, 6. — Un dispaccio da San Juan del Sur (Nicaragua) dice che la città di Cartage (Costarica) è stata distrutta ieri sera da un terremoto. Vi sarebbero 500 morti. Anche il palazzo della pace costruito da Carnegie è distrutto.

BERLINO, 6. — Il ministro degli esteri russo, Iswolsky, è partito per Pietroburgo.

LONDRA, 6. — Il cerimoniale per l'arrivo della Regina venne semplificato affinchè essa potesse recarsi presso il Re al più presto possibile.

Il Principe di Galles passò quasi tutta la giornata di ieri al palazzo reale trattenendovisi fino a tarda ora della sera.

I due medici ordinari del Re hanno chiamato uno specialista. Perciò il bollettino pubblicato ieri sera porta tre firme.

LONDRA, 6. — Il Re soffre per il raffreddore da cui era stato colpito a Biarritz, ma che non lo faceva apparire come ammalato. La settimana scorsa però, durante la visita che egli fece in occasione del *vernissage* alla Royal Academy, Edoardo VII apparve considerevolmente cambiato.

Negli ultimi due giorni, benchè non lasciasse la sua camera, il Re non era rimasto a letto, accordava udienza e si occupava degli affari correnti. Soltanto iersera il Re si è messo a letto.

Il principe di Galles si reca continuamente al palazzo Reale. Sir Francis Laking, medico del Re, e sir James Reid, il medico che accompagnò il Sovrano a Biarritz, prestano continuamente le loro cure all'augusto infermo.

I due medici stanno in permanenza al palazzo per trovarsi immediatamente al capezzale del Re nel caso in cui fossero chiamati.

I dintorni del palazzo sono stati cosparsi di sabbia per attutire tutti i rumori. Sono state prese pure misure per mantenere entro il palazzo un completo silenzio.

Iersera nei teatri è stato cantato l'inno nazionale fra profonda emozione.

Una numerosa folla ha stazionato dei dintorni del palazzo, nella speranza di udire notizie rassicuranti.

Tutti i giornali pubblicano articoli nei quali esprimono la speranza di un pronto ristabilimento nella salute del Sovrano.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
del R. Osservatorio del Collegio romano

5 maggio 1910.

Il barometro è ridotto allo zero	0° à mare.
L'altezza della stazione è di metri	50.60.
Barometro a mezzodì	749.23.
Umidità relativa a mezzodì	47.
Vento a mezzodì	SW.
Stato del cielo a mezzodì	coperto.
Termometro centigrado	massimo 15.8.
	minimo 12.0.
Pioggia	0.7.

5 maggio 1910.

In Europa: pressione massima di 767 sul golfo di Guascogna, minima 739 tra la Gran Bretagna e l'Islanda

In Italia nelle 24 ore: barometro poco variato sul Piemonte, Emilia e centro, salito altrove, fino a 4 mm. in Calabria; temperatura prevalentemente aumentata; venti forti occidentali sulle isole e Calabria, vari in val Padana; piogge in Lombardia, Veneto, Marche, Umbria, Lazio, sud e Sicilia; temporali in Sicilia.

Barometro: massimo a 757 sulle isole, minimo a 752 sull'alto e medio Adriatico.

Probabilità: venti tra nord e ponente moderati o forti sul Tirreno, deboli o moderati altrove; cielo nuvoloso con pioggie sul medio e basso Adriatico, vario altrove; Tirreno e Jonio mossi od agitati.

N. B. — Alle ore 11 è stato telegrafato ai semafori del Tirreno di alzare il cilindro.

BOLLETTINO METEORICO
dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 5 maggio 1910.

STAZIONI	STATO del cielo ore 7	STATO del mare ore 7	TEMPERATURA precedente	
			Massima	Minima
			nelle 24 ore	
Porto Maurizio	1/2 coperto	mosso	17 6	11 2
Genova	coperto	calmo	19 9	13 6
Spezia	3/4 coperto	calmo	21 6	11 4
Cuneo	coperto	—	19 8	10 2
Torino	3/4 coperto	—	20 2	12 4
Alessandria	coperto	—	21 0	10 7
Novara	sereno	—	23 8	11 2
Domodossola	sereno	—	21 5	9 8
Pavia	1/2 coperto	—	24 0	11 2
Milano	3/4 coperto	—	24 5	10 6
Como	3/4 coperto	—	23 2	7 2
Sondrio	coperto	—	20 8	8 4
Bergamo	coperto	—	20 0	6 5
Brescia	coperto	—	19 7	11 6
Cremona	piovoso	—	21 9	10 7
Mantova	1/4 coperto	—	20 6	12 4
Verona	coperto	—	22 8	11 6
Belluno	3/4 coperto	—	20 2	10 3
Udine	coperto	—	19 3	11 5
Treviso	piovoso	—	23 0	13 0
Venezia	piovoso	calmo	20 8	13 0
Padova	piovoso	—	21 9	12 7
Rovigo	coperto	—	22 5	9 0
Piacenza	coperto	—	20 3	11 0
Parma	piovoso	—	20 4	11 7
Reggio Emilia	coperto	—	22 0	11 5
Modena	coperto	—	21 4	11 9
Ferrara	coperto	—	20 8	11 9
Bologna	coperto	—	20 0	13 8
Ravenna	—	—	—	—
Forlì	coperto	—	19 0	11 2
Pesaro	coperto	calmo	20 4	12 0
Ancona	1/2 coperto	calmo	19 8	11 0
Urbino	coperto	—	14 2	9 4
Macerata	coperto	—	14 4	10 3
Ascoli Piceno	—	—	—	—
Perugia	coperto	—	15 2	8 7
Camerino	coperto	—	13 2	8 8
Lucca	coperto	—	20 2	9 1
Pisa	nebbioso	—	21 2	8 5
Livorno	coperto	calmo	19 0	10 5
Firenze	coperto	—	22 0	9 2
Arezzo	—	—	—	—
Siena	3/4 coperto	—	18 0	9 8
Grosseto	3/4 coperto	—	20 0	8 1
Roma	coperto	—	18 3	12 0
Teramo	coperto	—	16 7	8 2
Chieti	coperto	—	14 8	8 0
Aquila	coperto	—	11 8	8 2
Agnone	coperto	—	10 7	4 6
Foggia	3/4 coperto	—	18 0	5 0
Bari	1/2 coperto	calmo	15 5	9 2
Lecce	3/4 coperto	—	18 3	11 2
Caserta	coperto	—	17 1	10 6
Napoli	coperto	calmo	15 4	9 9
Benevento	coperto	—	16 9	10 7
Avellino	—	—	—	—
Caggiano	1/2 coperto	—	11 6	6 2
Potenza	coperto	—	11 5	5 7
Cosenza	coperto	—	13 8	9 2
Tiriolo	coperto	—	11 6	4 1
Reggio Calabria	—	—	—	—
Trapani	coperto	mosso	16 3	13 1
Palermo	coperto	agitato	16 0	12 0
Porto Empedocle	1/4 coperto	mosso	17 0	12 0
Caltanissetta	sereno	—	13 0	6 0
Messina	1/2 coperto	legg. mosso	17 3	9 8
Catania	sereno	legg. mosso	20 5	6 1
Siracusa	1/2 coperto	mosso	20 0	13 5
Cagliari	3/4 coperto	agitato	17 5	8 0
Sassari	3/4 coperto	—	14 0	7 9

Direttore: G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. TUMINO RAFFAELE, *gerente responsabile.*